

L'information est une arme au service de la paix. Sa diffusion est un acte de résistance
Dénoncer ne suffit plus, il faut expliquer, informer, transmettre
Les médias occidentaux dans leurs larges majorité ont de tout temps accepté les versions de l'armée
israélienne et fermant les oreilles aux autres sources
Les informations contenues dans ce journal sont obtenues par la lecture journalière des journaux en
ligne Afp- ats - Ap - Reuters, Al-manar - Chine nouvelle (Chine)) CPI - IPC –Novosti- PNN- Wafa -
Sana – Radio chine internationale - Al Manar - XINHUANET et Al-Oufok : Mouvement Démocratique
Arabe

Journal **de** Palestine

Dossier

N° 393 du 20.10

Par M. Lemaire

Ps : Avant de vous lancer dans la lecture du journal, noter ceci:: Ne soyez pas surpris d'entendre Sharon
& consort parler de résistants, en lieu & place de terroristes : j'ai programmé mon ordinateur dans ce
sens.

2 Ps : L'ordinateur ne corrige pas lorsque je parle d'action terroriste des occupants.

Vous retrouverez ce journal

a) sur mes blog : <http://www.dhblogs.be/categories/International.html>

<http://www.lalibreblogs.be/categories/International.html>

b) sur le site : www.palestine-solidarite.org à cette adresse : http://www.palestine-solidarite.org/Journaux_Palestiniens.htm

c) sur le site de Robert Bibeau : : <http://www.robertbibeau.ca/palestine.html>

NB : Si vous voulez-me contacter ou obtenir le Journal par mail une seule adresse : fa032881@skynet.be

Le signe # veut dire : important (à nos yeux)

Sommaire

Tiré à part

Dialogue: acceptation du plan égyptien mais après "modifications" & clarifications"

3 Dossier

3-1 Point de vue de Gideon Lévy : Emeutes à Acre : bienvenue dans une petite Bosnie en gestation.

3-2 Point de vue de Akiva Eldar : Entre Acre et les rives du Jourdain.

3-3 Point de vue de Abir Kobty : L'égalité de droits avant la coexistence.

4 Courrier des lecteurs & trouvé sur le net & témoignage.

4-1 Devant l'Union interparlementaire, Ali Larijani n'y est pas allé par quatre chemins.

4-2 Forum de l'Avenir: la méfiance arabe à l'égard de l'Occident persiste.

4-3 Jénine, vitrine de l'Autorité palestinienne.

4-4 Jacques-Marie Bourget : Lettre ouverte à Valeria Bruni-Tedeschi.

4-5 Violences lors de la cueillette des olives en Cisjordanie.

4-6 Avec son resto dos au mur, Hazboon n'est pas un 'has been'.

5 Analyse - Géopolitique et stratégie

5-1 Octobre : bon moment pour un examen de conscience.

5-3 La cueillette d'olives devient une mission militaire pour les villageois palestiniens

5-4 Situation de la discrimination, octobre 2008 : chiffres et faits.

6 Annexe

6-1 Christopher Ketcham : Système des télécommunications gouvernementales US : Un cheval de Troie... israélien.

6-2 Meir Dagan : "Tueur de l'année".

6-3 Le respect de l'éthique et le refus de l'illégitimité.

6-4 Conférence internationale portant sur le rôle de la religion dans le monde actuel.

6-5 Le scandale Salah Hammouri.

Tiré à part

Dialogue: acceptation du plan égyptien mais après "modifications" & clarifications"

Le projet d'accord (préparé par l'Egypte) a été examiné par la direction du Hamas. Il contient des éléments positifs mais certains points nécessitent des modifications et d'autres des clarifications"

"Nous allons accepter le projet d'accord et n'allons pas le rejeter mais il faudra obtenir des garanties pour l'application de ce qui sera convenu. Le Hamas est attaché à la réussite des efforts égyptiens pour une réconciliation", a déclaré à l'AFP le porte-parole du mouvement islamiste Fawzi Barhoum.

Il réagissait à un plan élaboré par l'Egypte en vue d'une réconciliation interpalestinienne,

Selon lui, le Hamas donnera sa réponse formelle à l'Egypte "le plus tôt possible".

Tandis que le chef du groupe parlementaire du Fatah, Azzam Al-Ahmad déclare "Ce texte "constitue une bonne base pour un accord mettant fin aux divisions palestinienne".

Le Jihad islamique, a estimé pour sa part que le plan égyptien contient "des éléments positifs susceptible de résoudre la crise" palestinienne.

"Nous avons des réserves sur certains points mais cela ne nous empêche pas de soutenir le document", a dit à l'AFP un responsable du groupe, Khaled Al-Batsh.

Le document égyptien, doit servir de base à un dialogue interpalestinien de réconciliation au Caire le 9 novembre. Outre le Fatah et le Hamas, une dizaine d'autres factions palestiniennes doivent y participer.

Le plan prévoit notamment la création d'un gouvernement palestinien de "consensus national", la tenue de nouvelles élections présidentielle et législatives simultanées à une date agréée et la refonte des services de sécurité palestinien. Outre le contrôle des services de sécurité, la tenue de nouvelles élections s'annonce comme le dossier le plus litigieux au dialogue du Caire.

(©AFP / 21 -10)

<http://www.romandie.com/ats/news/081021103650.y0hbw5yf.asp>

3 Dossier

Ndlr : La publication des articles ou analyse ne signifie nullement que la rédaction partage les analyses ou point de vue des auteurs, mais doit être vu comme information

3-1 Point de vue de Gideon Lévy : Emeutes à Acre : bienvenue dans une petite Bosnie en gestation.

Ndlr : La publication des articles ou analyse ne signifie nullement que la rédaction partage les analyses ou point de vue des auteurs, mais doit être vu comme information

D'un coup, **Acre s'est embrasé**. Confrontation entre pauvres et pauvres, Juifs et Arabes, encouragée par des agitateurs nationalistes et avec un événement religieux pour détonateur. La vie au bord du volcan.

Hier après-midi, une jeune femme d'origine caucasienne qui se tenait, foulard sur la tête, un bébé dans les bras, derrière le grillage de son appartement, nous a crié, d'une voix étranglée : « *Emmenez d'ici tous les Arabes (...)* *On ne veut pas d'eux ici (...)* *Ils nous dégoûtent* ».

Sur le grillage de son misérable appartement est accrochée une affiche : « A vendre ». Les persiennes du balcon de l'appartement adjacent au sien sont cassées. C'est là qu'habitait sans plaisir la famille Mahmoud Samari. Les Samari ont fui d'ici, temporairement, après que leur appartement a essuyé des jets de pierres.

La Caucasienne dit : « *Qu'ils s'en aillent ; les Arabes nous prennent toutes nos filles* ».

Samedi après-midi, 18 rue Bourla, Shikoun Hamizrah, à Acre. Un immeuble à appartements surpeuplé, bondé, honteusement négligé, avec trois familles arabes et 29 familles juives, Samari avec Shemtov, Shmuelov, Yakobov et Rahmanov – la Bosnie, c'est ici.

A l'entrée qui mène à la maison, un groupe de policiers est là à ne rien faire.

La voisine Tsila Lévy, depuis huit ans dans ce bloc, dit que tout est la faute de la Honda Civic qui est entrée ici le jour de Kippour. Face au bloc des Caucasiens, se trouve l'enceinte d'une vieille mosquée fermée. Dans la rue, stationne une rangée de voitures aux vitres brisées déjà recouvertes de plastique.

Hier, Acre ne ressemblait pas seulement à la Bosnie, mais aussi à Naplouse, avec des barrages à tous les coins. Des centaines de policiers sous chacun des arbres malingres de cette ville qui pourrait être une perle touristique et qui est parmi les plus misérables de nos villes. Mon confrère Jack Khoury, un Arabe israélien, me dit, dans sa Mazda, au moment où nous entrons dans ce quartier du Shikoun Hamizrah : « *Je n'arrive pas à croire que je circule ici avec une telle peur au ventre et une telle tension* ». Des Caucasiens jouent aux cartes sur de petites tables de bois, dans une cour. Un des jeunes gens du bloc nous dit, sur un ton agressif : « *Ne vous aventurez pas dans la Vieille Ville. Les Arabes vous tueraient au couteau.* » De son quartier aussi, il voudrait que nous déguerpissions. Mais dans la Vieille Ville, à quelques minutes de là en voiture, la réalité est tout autre : là, on se lamente de l'annulation du festival de théâtre et on tient des boniments sur la paix et la coexistence, dans ce quartier magnifique et négligé qui, hier, était désert.

Acre s'est embrasé d'un coup. Confrontation entre des pauvres et des pauvres, Juifs et Arabes, encouragée par des agitateurs nationalistes et avec un événement religieux pour détonateur, ce qui se fait de plus dangereux en matière de confrontations, et qui fait peser la menace d'un embrasement. Peut-être l'incendie sera-t-il maîtrisé dès les premières flammes ; hier, il paraissait susceptible de redémarrer : des jeunes gens du quartier Shikoun Mizrahi avaient décidé de se rencontrer à sept heures et demie du soir, près du centre communautaire, dieu sait pourquoi. Mais même si le feu s'éteint, il éclatera encore. Cette ville binationale est au bord d'un volcan, celui du nationalisme et de la misère, de la peur et de la haine.

La tension est très grande dans le Shikoun Hamizrah, comme la tristesse dans les salles des Templiers de la Vieille Ville. Les décors ont été démontés, les acteurs et les metteurs en scène sont partis, et sur la pelouse centrale, les tables du café sont restées repliées. Ici, était censée se tenir la semaine de festival – au lieu de quoi, un scandale : le scandale de son annulation. Les membres des équipes techniques, avec à leur tête Asfari Khalil, portant les T-shirts du festival précédent, disent qu'il n'est pas possible que « *à cause de 100 ou 200 cinglés* », on annule l'événement le plus important de leur ville solitaire. Ils proposent d'organiser un festival de réconciliation, avec des fleurs. Ils sont prêts à garantir la sécurité des invités. Asfari Khalil dit que « *avec ta femme aussi, tu te disputes mais après ça, tu couches avec elle* ».

Le marchand de jus de grenade, Mounir Abou al-Tayir, n'en a vendu que deux verres depuis ce matin. Près du stand de falafels, un jeune Arabe nous dit que les Juifs buvaient de la bière ici pendant le Ramadan et que les Arabes n'ont pas bougé. Le barbier, Issam Jalem, dit que si le festival n'a pas lieu, « *ça n'ira pas bien* ». Il est clair pour tout le monde ici que la décision hâtive du maire, Shimon Lankri, d'annuler le festival – et qui fait l'objet de toutes les conversations aujourd'hui dans la Vieille Ville – n'avait qu'un seul et unique but : sanctionner les Arabes qui vivent de ce Théâtre Alternatif. Un guide explique à sa troupe de touristes américains – les seuls touristes à s'être rendus, hier, dans la Vieille Ville : « *En raison d'un petit problème, le festival a été annulé* ». Une policière se tient derrière la pompe à bière délaissée.

« *Chawarma Shalom* » est désert, lui aussi. Avec sa femme et ses enfants, F', un Arabe, a fui sa maison située dans la rue juive Kibboutz Galouyot ; et maintenant, il redoute qu'on ne mette le feu à sa maison. Salim Najami, qui est membre du conseil municipal, blâme les extrémistes, juifs et arabes. Daoud Haliata, qui dirige une organisation arabe, accuse la police « *d'être trop indulgente avec les Juifs* » et Salem Atrash, un vieux communiste, accuse, lui, le désengagement [de la Bande de Gaza]. Selon lui, les « *colons du quartier 3* », des étudiants d'une yéshiva qui s'est ouverte là après le désengagement, attisent le feu. Salem Atrash extrait d'une enveloppe une proclamation qui circule sur l'Internet : « *On n'achète plus rien aux Arabes, on ne respecte aucune de leurs fêtes, aucun de leur lieu. Arabes d'Acre, allez-vous en trouver votre place dans les villages* ». Et la proclamation s'achève par cette épigramme : « *Un Juif est fils de roi, un Arabe est fils de chien* ». Les charmes du shabbat à Acre. Bienvenue dans la petite Bosnie naissante.

Gideon Lévy

12 octobre 2008

www.haaretz.co.il/hasite/spages/1028225.html

Version anglaise : Acre Jews warn 'The Arabs will kill you with knives' -

www.haaretz.com/hasen/spages/1028078.html

(Traduction de l'hébreu : Michel Ghys)

3-2 Point de vue de Akiva Eldar : Entre Acre et les rives du Jourdain.

De nouveau, la Gauche fouillera dans les budgets des autorités locales et parlera du sentiment de discrimination qui échauffe les esprits à Acre. Et de nouveau, la Droite brandira les chiffres de l'implication des « Arabes d'Israël » dans des attentats terroristes et elle mettra en garde contre les sentiments nationalistes qui les

poussent à la rébellion. Les uns demanderont qu'on verse de l'argent sur les flammes d'Acre avant que le feu ne se propage à d'autres « villes mixtes ». Les autres réclameront que l'on montre, à Acre, davantage de rigueur à l'égard des instigateurs, afin de faire un exemple à l'intention de Jaffa. Comme toujours, les deux camps se rendent la vie trop facile.

Il n'est pas nécessaire d'être professeur de sociologie pour comprendre que la discrimination chronique des citoyens arabes d'Israël dans tout ce qui touche aux services, aux infrastructures, à l'enseignement et à l'emploi, ne contribue pas au rapprochement entre eux et la majorité juive. Mais la première Intifada, qui a éclaté dans les Territoires fin 1987, a révélé les limites de la méthode du bâton et de la carotte. Israël a appris, à la rude, que l'augmentation significative du niveau de vie comparé à la situation qui régnait là-bas à l'époque de l'administration jordanienne, et la baisse marquée de la mortalité infantile, n'avaient pas métamorphosé les Palestiniens en Amants de Sion.

L'augmentation sensible du soutien en faveur du Hamas à Jérusalem-Est témoigne de l'influence limitée – voire nulle – de la liberté de mouvement et autres avantages, comme les allocations de l'assurance nationale, dont jouissent les habitants de la partie orientale de la ville. La liquidation méthodique des dirigeants du Hamas en Cisjordanie et à Jérusalem, les arrestations massives de ses militants et la fermeture des institutions caritatives de l'organisation ont accru sa force d'attraction, essentiellement au sein de la jeune génération. Le cas de Jérusalem nous enseigne néanmoins qu'une annexion de territoires et un contrôle formel sur la population, y compris par la manière forte – clôture de séparation, détentions administratives et limitations mises au changement de lieu de résidence – ne constituent pas une recette pour la sécurité, pour ne rien dire de la coexistence (fin septembre, on en était à 104 personnes arrêtées sur le soupçon d'une implication dans le terrorisme, contre 37 pour toute l'année 2007).

Les cris de guerre d'Effi Eitam et ses amis de l'extrême droite contre les Arabes d'Israël, suite aux échauffourées d'Acre, n'apaiseront pas les esprits dans la ville mais feront des instigateurs de la querelle les héros du jour. Et les cris de lamentation de la Gauche à propos de la discrimination de la minorité arabe n'empêcheront pas non plus la prochaine éruption. Un partage plus juste des ressources nationales ne feraient assurément pas de tort aux relations entre majorité et minorité. Une approche plus équitable des plans directeurs dans les localités arabes peut réduire quelque peu l'aliénation entre la jeune génération, qui est la première à souffrir du manque de terrains à bâtir, et les institutions israéliennes. Mais aucun argent au monde ne fera d'une population arabe/palestinienne, musulmane, chrétienne ou laïque, une composante organique d'un Etat qui se définit lui-même, selon le nationalisme de la majorité, comme « *Etat juif* ».

L'exclusion des citoyens arabes d'Israël de l'identité de l'Etat et des symboles nationaux, et le fait de faire d'eux un « *problème démographique* » les poussent à rechercher ailleurs leur identité. Le brouillage de la Ligne Verte, l'annexion rampante et l'attache nationale des citoyens arabes d'Israël, outre leur proximité sociale et familiale avec les Palestiniens vivant au-delà de cette même frontière, tout cela a fait de l'ensemble des territoires situés entre la côte d'Acre et les rives du fleuve Jourdain un pays mixte. Du point de vue des citoyens arabes d'Israël, l'ensemble Israël/Palestine tout entier est depuis longtemps une entité binationale et semi-démocratique. Une enquête menée en 1976 avait montré que 45% des Arabes d'Israël intégraient une composante palestinienne dans leur manière de se définir eux-mêmes. Par comparaison, dans les années 1985-1999, ce chiffre atteignait environ les deux tiers des personnes interrogées. Beaucoup se dégagent de l'étiquette « *Arabes israéliens* » et demandent à être appelés Palestiniens.

L'assassinat de Rabin, la déception venant de l'accord d'Oslo et la seconde Intifada ont amplifié ces tensions, renforcé l'identification des Arabes d'Israël avec les habitants des Territoires, fortifié les sentiments nationalistes, particulièrement parmi la jeune génération. Les membres de la Commission Or chargée d'enquêter sur les événements d'octobre 2000 ont souligné d'une part que cela ne signifiait pas que le secteur arabe dans son ensemble soutenait tous les moyens de lutte des Palestiniens, et d'autre part que dans sa majorité, il persévérerait dans son adhésion au processus de paix. Mais dans le même temps, il s'identifie totalement avec l'aspiration à la création d'un Etat palestinien et tient la politique israélienne pour le principal obstacle à sa réalisation.

Le rapport de la Commission Or, à la fois important et négligé, citait ce propos affligé du député du Mapam, Abdel Aziz Al-Zouabi : « *Mon pays est en état de guerre avec mon peuple* ». Tant que leur pays est en état de guerre avec leur peuple, une brasse suffit, un jour de Kippour, pour allumer l'incendie. Aucune allocation ni aucune arrestation ne l'éteindra.

Akiva Eldar

13 octobre 2008

(Traduction de l'hébreu : Michel Ghys)

Version anglaise : We are all 'mixed' - www.haaretz.com/hasen/spages/1028427.html

www.haaretz.co.il/hasite/spages/1028493.html

3-3 Point de vue de Abir Kobty : L'égalité de droits avant la coexistence.

A Acre, la coexistence est brisée ? Abir Kobty affirme qu'elle n'a jamais existé et n'existera pas. Du moins pas tant que les Arabes n'auront pas obtenu une égalité de droits.

Les descriptions qui ne cessent de se répéter, ces derniers jours, dans le contexte des rudes incidents d'Acre, sont passablement divertissantes. « *La coexistence est brisée, à Acre* » ! Pour ma part, j'ai la forte impression d'halluciner : y avait-il jamais eu coexistence auparavant ?

Cela fait déjà bien des années que cette notion a perdu toute pertinence, s'agissant des citoyens arabes, au point même d'être tournée en dérision en se voyant donné le petit nom de « *douki* » [pour *doukioum*, coexistence - ndt].

Cette « *douki* », que la majorité juive a tenté de nous imposer, à ses conditions et à sa mesure, nous est inacceptable. La « *douki* » du cheval et de son cavalier ne nous convient pas. Un pourcentage important de citoyens juifs (selon des enquêtes) détestent les Arabes ; une autre fraction croit en la coexistence. Ces derniers, malheureusement, vivent dans l'illusion – pour eux, la « *douki* » tient dans une certaine connaissance de quelques mots d'arabe ou dans la rencontre avec un Arabe comme client ou fournisseur, employé-employeur etc. Il y a aussi ceux qui ont l'habitude de faire leurs achats à bon marché chez des Arabes ou d'aller manger du houmous chez des Arabes. Ce sont tous ces cas-là que reprend la petite phrase sympathique : « *J'ai un ami arabe* ». C'est à cela que se résume la « *douki* ».

Depuis bien des années, nous avons été témoins de rencontres en tous genres entre Arabes et Juifs. Des enfants arabes à qui on imposait une rencontre avec des enfants juifs, sous prétexte de programmes de « *coexistence* », mais où ils ne pouvaient pas s'exprimer d'une manière satisfaisante (évidemment l'hébreu sera toujours la langue de la communication). Certains ont même joué au football ensemble ou joué ensemble de la musique. D'autres rencontres avaient lieu entre familles arabes et juives – pour manger ensemble, écouter de la musique ensemble, organiser des excursions, que n'a-t-on pas fait ensemble ? Juste une chose : parler politique. La politique, et à juste titre, casse toujours l'ambiance de la « *douki* ».

Ces rencontres de la « *douki* » mettent en présence deux réalités totalement différentes, avec des narrations différentes et un fossé profond dans tous les domaines de la vie, mais de ces réalités-là – auxquelles, en fin de compte, chacun retournera – il n'y absolument pas lieu de parler. Elles changeront d'elles-mêmes – l'essentiel c'est que « *j'aie un ami arabe* ». Des tonnes d'argent ont été versées, des milliers de rencontres de ce genre ont été organisées, et ont échoué. Ces rencontres ont évité les vraies questions – les questions politiques, oui – et ont oublié qu'avec tout le respect pour les bonnes intentions, il y a une politique qui opère une séparation entre les deux côtés et qu'il faut en changer. Même les rencontres qui ont réussi à se construire d'une manière approfondie et sensible, et à parler de politique, ont été trop rares pour faire la différence.

Il n'y a pas coexistence sans existence

A Acre comme dans d'autres villes mixtes, jamais il n'y a eu coexistence. Même à Haïfa qui se targue d'être la reine de la coexistence, un petit tour de 30 minutes offrant de faire la comparaison entre les conditions de vie des quartiers arabes et juifs, pourra témoigner du type de « *douki* » existant.

Pareil pour Ramleh, Lod, Yafo, et d'autres villes. Pareil aussi pour Nazareth Ilit où la « *menace arabe* » est devenue une contrariété de nature à faire perdre le sommeil aux habitants, à tel point que ceux-ci ont mis sur pied une liste électorale dans le but de repousser la « *menace arabe* » qui rampe vers leur ville. Une ville elle-même bâtie sur les terres des villages arabes voisins et des terrains de la ville de Nazareth. Et nous n'avons pas encore évoqué les clôtures qui ont été dressées à Ramleh et à Lod entre des quartiers arabes et juifs, parce que ces quartiers arabes gâchent le paysage ! La « *douki* » présente décidément des aspects multiples et variés.

Ce qui était drôle également, c'était la réaction d'un de mes amis juifs aux événements de la semaine dernière à Acre. Nous tentions de réfléchir à ce qu'il y aurait moyen de faire, et il avait proposé de penser à une action de reconstruction de la confiance entre les habitants arabes et juifs. Ma réponse avait été : pourquoi cela intéresserait-il les Arabes d'Acre maintenant ? En ce moment où une menace existentielle pèse sur eux, où un certain nombre de familles se retrouvent sans toit et qu'on les empêche de retourner chez elles – en quoi la reconstruction de la confiance intéresserait-elle des gens placés dans pareille situation ? Une fois encore, c'est le luxe juif qui prend le dessus ! Et en outre, comment construit-on la confiance après une telle crise ? Va-t-on proposer des rencontres entre Juifs et Arabes, d'autres excursions en commun, d'autres matches de football ? Peut-être aussi fera-t-on venir du monde entier des spécialistes en résolution de conflits ?

Nous l'avons toujours dit : avant la coexistence, il faut l'existence ! L'existence dans son sens large, autrement dit l'existence collective en tant que groupe national autochtone de cette terre, qui exige l'égalité pleine, civile et nationale, des droits civils et collectifs, un partage juste des ressources, suggérant une participation véritable et entière dans l'Etat, et non pas l'extermination des Juifs, comme il est confortable pour beaucoup de le penser. Tant que les institutions n'intérioriseront pas ce fait, et que la majorité juive continuera de se cacher derrière un sentiment de menace permanente, tant que nous continuerons de nous incliner devant la politique de séparation raciste d'apartheid, créatrice d'une ghettoïsation, et tant que nous ne résoudrons pas les questions politiques centrales qui sont liées aux droits légitimes du peuple palestinien où qu'il soit (dans les Territoires [occupés], en Israël et dans la diaspora), la « *douki* » que l'on cherche ici continuera d'être une illusion qui, de loin en loin, volera en éclat en chacun de nous.

Abir Kobty

15 octobre 2008

(Traduction de l'hébreu : Michel Ghys)

<http://news.walla.co.il/?w=/2952/1360772>

4 Déclaration, courrier des lecteurs & témoignage

Ndlr : La publication des articles ou analyse ne signifie nullement que la rédaction partage les analyses ou point de vue des auteurs, mais doit être vu comme information

4-1 Devant l'Union interparlementaire, Ali Larijani n'y est pas allé par quatre chemins.

Devant le Comité du désarmement de l'Union interparlementaire, qui tient, en ce moment même, sa 119ème session, Ali Larijani n'y est pas allé par quatre chemins : Comme à son habitude, le Président du Majlis islamique a parlé à cœur ouvert, cette fois, pour évoquer une vive crainte que partagent de nombreuses nations et gouvernements du monde, à savoir, la détention, par une poignée d'Etats, de quelques 2.700 ogives nucléaires. C'est un redoutable arsenal, qui, augmenté de milliers de tonnes d'uranium et de plutonium enrichi, dans les usines occidentales, est capable de dévaster la planète terre, pas une seule fois, mais plusieurs fois de suite. Tant que ces armes mortelles existeront, le péril de les voir tomber, un jour, entre les mains de terroristes, de mafieux, persistera, ce qui pose, selon Larijani, la nécessité de les démanteler, suivant un régime non-discriminatoire de désarmement. Il y a là un impératif de premier ordre auquel aucun Etat, quel que soient son statut et le niveau de son avancée technique et industrielle, ne peut échapper, sous peine d'être désigné par le qualificatif de "proliférant". Mais quels sont les Etats proliférant ? Ceux, bien sûr, qui en dépit de l'article six du TNP, investissent des centaines de milliards de dollars, chaque année, à effet de moderniser leurs entrepôts d'armes prohibées ; ceux qui dans des régions en conflit, en Irak, en Afghanistan, pour ne citer qu'eux, n'hésitent pas à tester leurs nouveaux engins atomiques, pour s'assurer de leur niveau de performance, de leur degré de mortalité ; ceux qui, comme Israël, nourrissent un mépris congénital envers les engagements les plus consensuels, les réglementations les plus subséquentes, parce qu'il s'agit, tout bonnement, de loi, et que la loi, dans la logique américano-sioniste, est "toujours faite pour les autres". Si le processus d'anti-prolifération a lamentablement échoué, s'il y a de plus en plus d'Etats qui aspirent à se lancer dans la course aux armements, si le TNP et l'AIEA ne sont plus ce qu'ils étaient, à savoir, un traité contraignant et un organe onusien crédible, c'est justement à cause de cette logique très particulière. Une logique exclusiviste qui décide d'envoyer, sans autre forme de procès, un pays signataire du TNP, comme l'Iran, devant le Conseil de sécurité, et qui, dans le même temps, ferme les yeux sur les bombes indiennes, sionistes ou pakistanaises, au risque, évidemment, de mettre, définitivement, en péril l'équilibre géopolitique mondial.

15 Octobre
IRIB

4-2 Forum de l'Avenir: la méfiance arabe à l'égard de l'Occident persiste.

Le Forum de l'Avenir, une initiative américaine pour promouvoir la démocratie au Moyen-Orient, continue de susciter la méfiance chez les pays arabes quatre ans après son lancement, à l'occasion de la tenue de sa 5e édition annuelle dimanche à Abou Dhabi.

"La réforme au Moyen-Orient est avant tout une demande nationale. C'est une nécessité pour le présent et l'avenir", a déclaré le ministre émirati des Affaires étrangères, cheikh Abdallah Ben Zayed Al-Nahyane, lors de la réunion ministérielle du Forum.

Mais "la frustration" dans la région en raison du piétinement du processus de paix et les problèmes de "pauvreté, d'analphabétisme, d'extrémisme et de chômage sont autant de facteurs qui ne contribuent pas à l'avènement d'un avenir prospère", a-t-il averti.

Les réformes politiques et le rôle de la société civile étaient au centre du Forum, auquel ont participé 35 pays arabes et des membres du G8 -dont les Etats-Unis représentés par le secrétaire d'Etat adjoint John Negroponte- ainsi que des délégués de la société civile dans le monde arabe.

"Toute réforme imposée et qui n'a pas l'aval des Etats de la région et de leurs peuples est vouée à l'échec", a prévenu le ministre yéménite des Affaires étrangères, Abou Bakr Al-Kourbi.

M. Kourbi, dont le pays avait coprésidé le 4e Forum avec l'Allemagne, a ajouté qu'il revenait aux pays arabes "de diriger ce Forum pour réaliser les aspirations de la région aux réformes et à la démocratie".

Dans une claire allusion aux pays occidentaux, il a averti que les ONG ne devraient pas servir "de moyen de pression sur leurs gouvernements, et encore moins d'alternative" aux gouvernements. Elles devraient "se conformer aux lois" de leurs pays, a-t-il ajouté.

"L'avenir doit être l'oeuvre des enfants de la région et émaner de leur propre volonté sans tutelle de l'étranger", a dit en écho le ministre syrien des Affaires étrangères, Walid Al-Mouallem.

Depuis son lancement, le Forum "tourne en rond, des gouvernements arabes estimant que l'Occident influence leurs ONG alors que celles-ci trouvent que l'Occident est trop complaisant à l'égard des autorités de leurs pays", a résumé à l'AFP l'activiste tunisien, Slaheddine Jourchi.

Il figurait parmi une soixantaine de représentants d'ONG, qui ont soumis à la conférence des recommandations, fruit de trois jours de débat à Dubaï.

Le Forum, souvent critiqué dans les milieux politiques arabes qui ont lié sa survie à l'actuelle administration américaine, tiendra sa prochaine édition en 2009 au Maroc, en co-présidence avec l'Italie, a indiqué le ministre d'Etat émirati aux Affaires étrangères, Anouar Guerguèche.

Le Forum est "une bonne idée, quelle que soit l'administration" qui l'a initiée, a-t-il dit lors d'une conférence de presse au terme de la réunion.

Défendant le bilan du Forum, John Negroponte s'est félicité que "les citoyens de la région aient désormais plus d'opportunités pour décider de la manière dont ils veulent être gouvernés".

"Dans le Golfe, les citoyens sont plus écoutés", a-t-il dit, citant notamment l'exemple des législatives partielles aux Emirats, un scrutin législatif à Oman et à Bahreïn ainsi que des municipales au Qatar et des municipales partielles en Arabie saoudite.

"Le Forum s'est imposé comme une importante plate-forme pour des réformes politiques" au Moyen-Orient, a-t-il dit, indiquant que "la prochaine administration américaine va hériter d'une initiative saine et solide".

L'association "Foundation For The Future", chargée de soutenir les ONG et installée depuis mars 2008 à Amman, a pu réunir 25 millions de dollars, a indiqué à l'AFP sa présidente, Nabila Hamza. L'Allemagne a annoncé une contribution d'un million de dollars à cette fondation.

AFP

4-3 Jénine, vitrine de l'Autorité palestinienne.

Ndlr : La publication des articles ou analyse ne signifie nullement que la rédaction partage les analyses ou point de vue des auteurs, mais doit être vu comme information

La ville palestinienne était il y a encore quelque mois aux mains des groupes armés. La police palestinienne y garantit désormais l'ordre.

Le gouverneur de Jénine l'admet sans hésiter : la visite de Bernard Kouchner dans sa ville n'aurait pas été envisageable il y a un an ou deux. « Beaucoup de gens ont été surpris par la vitesse à laquelle nous avons rétabli la loi et l'ordre », dit Qadoura Moussa après la visite samedi du ministre des Affaires étrangères français.

Grosse ville palestinienne au nord de la Cisjordanie, Jénine était l'année dernière encore un endroit dangereux. Située à quelques kilomètres à peine de la ligne verte, qui sépare Israël de la Cisjordanie, la ville avait été un des bastions de la seconde intifada, la révolte des Territoires palestiniens qui éclate à l'automne 2000. Jénine et son camp de réfugiés, dédale de maisonnettes de ciment en plein centre-ville, deviennent alors un fief des mouvements clandestins palestiniens, Hamas, Djihad islamique et Brigades des martyrs d'al-Aqsa, la branche armée du Fatah. Environ un quart de tous les auteurs d'attentats suicides perpétrés à cette époque sont originaires de Jénine, et le camp de réfugiés sert de base arrière aux artificiers.

L'entrée de l'armée israélienne dans la ville et la prise du camp en 2002 donnent lieu à de violents combats, qui font une cinquantaine de morts palestiniens, et une trentaine de tués chez les Israéliens. Depuis, cette ville rebelle, soumise à de fréquentes incursions de Tsahal, avait sombré dans l'anarchie.

« Comme à Naplouse, une partie des activistes palestiniens avait basculé dans le banditisme et les trafics en tout genre », explique Rodolphe Mauget, un officier de police français chargé depuis 2005 de l'entraînement de la police palestinienne.

« Nous avons commencé à reprendre la situation en main en décembre 2007 », raconte le gouverneur de la ville.

« Les gens en avaient assez du chaos. Nous avons unifié les forces de police, et nous nous sommes débarrassés des trafiquants et des bandits. » Une mesure d'amnistie décrétée par les Israéliens à l'encontre de certains suspects palestiniens recherchés contribue aussi à calmer la situation.

Cette réussite tranche avec la corruption et la profusion de services de sécurité concurrents, plus d'une quinzaine du vivant de Yasser Arafat, qui ont longtemps discrédité l'Autorité palestinienne. Le changement est largement dû aux efforts d'un homme, Salam Fayyad, ancien expert au FMI devenu le premier ministre et le ministre des Finances de Mahmoud Abbas. « Il a pris personnellement les choses en main », explique un diplomate européen longtemps en poste dans la région. « Toujours présent sur le terrain, il s'est d'emblée attaqué aux villes les plus dures, comme Naplouse et Jénine, ce qui semblait infaisable. Et ça a marché », dit-il.

Progrès rapides

Les Israéliens eux-mêmes reconnaissent les progrès accomplis. « Les choses marchent à Jénine », a déclaré vendredi le général israélien Gadi Shamni, commandant la région centre et responsable de la Cisjordanie. « Les Américains aussi sont conscients des progrès accomplis en la matière », dit le diplomate, « ce qui tend à affaiblir les arguments israéliens selon lesquels l'Autorité palestinienne est incapable de garantir la sécurité d'un futur État. »

Malgré ces progrès rapides et inespérés, beaucoup reste à faire à Jénine comme dans le reste de la Cisjordanie. « Nous avons réussi à établir la sécurité, dit Qadoura Moussa, il nous faut à présent que l'économie redémarre, et enfin que nous progressions sur le plan politique. Dans ces deux domaines, la situation n'a guère progressé : nos routes sont toujours bloquées par des points de contrôle, des prisonniers sont toujours incarcérés, et les colonies israéliennes continuent d'être construites. »

A.J.

06/10/2008

<http://www.lefigaro.fr/international/2008/10/06/01003-20081006ARTFIG00243-jenine-vitrine-de-l-autorite-palestinienne-.php>

4-4 Jacques-Marie Bourget : Lettre ouverte à Valeria Bruni-Tedeschi.

Chère Valeria,

Je vous aime. On ne peut avoir joué dans « Rien à Faire » et être fondamentalement mauvaise. Langoureuse, désespérée à l'âme de silex, inexpugnable sur les principes, vous avez plaidé efficacement la cause de Marina Petrella ; et c'est bien qu'elle ne meure pas. On découvre que les Glucksmann ont raison : c'est à l'Elysée que souffle maintenant l'esprit de Mai. Poussé par l'ouragan de cette liberté grande, que je vous adresse une lettre sans facteur, attendu qu'en ce moment, le choix de ce dernier peut être une décision idéologique.

Il y aura bientôt 18 mois que William Bourdon, mon avocat (par ailleurs acteur comme vous dans un film où l'on voit des noirs en couleurs, « Bamako »), un homme qui ne laisse jamais les bonnes consciences au repos de peur qu'elles ne s'endorment, a écrit à votre beau-frère. L'objet de ce courrier ? Une balle de M16 que j'ai reçue dans le poumon le 21 octobre 2000 à Ramallah, Palestine. Une munition de 5,56 millimètres fabriquée par IMI, la

firme israélienne d'armement. Ayant porté plainte en France, une Commission rogatoire internationale a été adressée par la juge Michèle Ghenassia au gouvernement israélien, lui posant quelques questions sur l'art et la façon de tirer sur un journaliste.

Commission rogatoire réexpédiée sans réponse. Ce qui nargue les accords de coopération signés entre Israël et la France. Là, je sens que je vous lasse, je vais donc sprinter. En résumé, le seul recours, dans cette affaire de « tentative d'assassinat », reste le président de la République, auquel Me William Bourdon a donc fort poliment écrit. Sans avoir reçu de réponse. Alors que nous connaissons l'implication du président en faveur de tous ceux qui souffrent, des infirmières bulgares à nos banquiers. Si je plaide auprès de vous, ce n'est pas pour ma cause mais pour celle de Me Bourdon, un être extrêmement bien élevé dont je sens qu'il ne comprend pas le sens de ce courrier sans retour. Pour faciliter la tâche du président, qui n'a pas que cela à faire, je vous suggère un texte tout prêt :

Cher maître,

J'ai bien reçu votre lettre. Sachez que, très concerné par la liberté de la presse, c'est avec la plus grande attention que je vais examiner le dossier que vous m'avez soumis, celui de ce journaliste blessé.

Pour la formule de politesse, je laisse en blanc.

Comme l'Elysée expédie son courrier en franchise postale, la réponse ne coûtera pas un centime au contribuable. Il y a de petits principes dans le fonctionnement de la République, on m'écrit donc je réponds, qui mériteraient d'être respectés. Ne me dites pas que pour être entendu, tel Fernand Reynaud passant par New York pour atteindre Asnières, il me faut faire un détour par le camp des FARC dont je connais les hamacs, les frijoles et les discours : tuants.

Pardon, chère Valeria pour cette espièglerie épistolaire, mais un blessé a parfois des idées noires et trop souvent « Rien à Faire ».

Jacques-Marie Bourget

<http://www.bakchich.info/article5436.html>

4-5 Violences lors de la cueillette des olives en Cisjordanie.

Des colons juifs ont été filmés alors qu'ils donnaient des coups de pied et de poing à deux photographes de presse et à une Britannique qui aidait les Palestiniens à récolter les olives près d'une ville en Cisjordanie.

La police israélienne a réagi samedi en arrêtant la récolte.

L'échauffourée près de la ville d'Hébron est la dernière d'une série d'incidents imputés aux colons qui essaient de perturber la cueillette annuelle qui assure la subsistance de nombreux Palestiniens.

Les colons prétendent que les arbres se trouvent sur terre israélienne et que la récolte est illégale.

Le film de Reuters montre quatre colons se dirigeant vers une oliveraie bordant une colonie juive illégale en Cisjordanie occupée où plusieurs militants pacifistes israéliens, palestiniens et étrangers faisaient la cueillette.

Violentes bagarres

Les colons ont donné des coups de poing et de pied à Abed Hashlamoun, photographe pour la *European Pressphoto Agency* (EPA) ; qui s'en est sorti avec une blessure sous l'oeil.

Ils ont aussi attaqué son frère, Nayef Hashalamoun, photographe pour Reuters.

Janet Benvie, militante britannique faisant partie d'une équipe de pacifistes chrétiens, a été griffée à la lèvre après une bagarre avec un colon qui s'était emparé de sa caméra.

Benvie a déclaré à la télévision Reuters : « quand j'ai essayé d'attraper la caméra, un des colons m'a donné un coup de poing dans la figure ».

Le film montre des soldats israéliens arrivant pour arrêter la bagarre, mais Benvie dit qu'ils ont laissé les colons partir.

D'après la correspondante d'Al Jazeera, Nour Odeh : « ce n'est pas la première fois que la cueillette des olives en Cisjordanie occupée voit culminer les attaques des colons contre les fermiers palestiniens ».

« Il y a plus d'un million d'oliviers appartenant à des fermiers palestiniens. De cette production dépend la subsistance de quelque 100 000 Palestiniens en Cisjordanie. La plupart des oliveraies sont en bordure des colonies israéliennes qui sont bien entendues illégales en vertu du droit international ».

« La cueillette de ces olives requiert souvent la permission des autorités israéliennes, mais elle est de toute façon l'occasion d'une montée des frictions entre les fermiers et les colons israéliens ».

Danny Poleg, porte-parole de la police israélienne en Cisjordanie, a dit que la zone avait été déclarée zone militaire fermée ce qui mettait effectivement fin à la récolte.

Poleg a dit que les colons et les palestiniens s'étaient jetés des pierres.

Issa Amro, un Palestinien qui travaille pour le groupe israélien des droits humains, B'tselem, a nié que des pierres aient été lancées, ajoutant que la police est arrivée après la fin de la bagarre.

Poleg a dit qu'il n'y avait pas eu d'arrestations de colons parce qu'aucune de plainte officielle n'avait été déposée.

Trois Israéliens qui se trouveraient dans l'oliveraie pour aider les Palestiniens avec la cueillette ont été questionnés après avoir refusé de partir comme leur ordonnait la police.

19 octobre

http://www.info-palestine.net/article.php3?id_article=5232

4-6 Avec son resto dos au mur, Hazboon n'est pas un 'has been'.

Comme il faudra sans doute attendre longtemps avant qu'un futur président américain ne demande à Israël

"Faites tomber ce mur !", un restaurateur palestinien, Joseph Hazboon, a fait inscrire les menus sur le mur de sécurité qui isole la Cisjordanie, puisque ce mur frôle aujourd'hui sa propre auberge.

Lorsque les Israéliens ont fait passer leur "barrière de sécurité" en béton juste devant la fenêtre de la propriété de la famille Hazboon, à Bethléem, voici quelques années, d'aucuns ont pensé que ce serait le coup de grâce pour son restaurant.

C'est alors que Joseph Hazboon a eu l'idée de transformer ce qui était alors un lieu a priori infréquentable en un endroit attirant et lucratif.

Ainsi a-t-il renommé son établissement "Auberge du mur" et, à en juger par les résultats, le restaurant est bel et bien devenu une attraction pour nombre de touristes.

Il semble qu'ils trouvent là l'occasion de se colleter aux réalités politiques contemporaines de la Terre sainte au lieu de se contenter des antiquités et hauts lieux religieux qu'ils étaient venus voir à Bethléem, lieu de naissance du Christ.

"L'idée m'est venue comme ça, comme une vision", se souvient Hazboon, qui, à 35 ans, a déjà 15 ans de métier dans la restauration. Tout d'abord, quand le mur est venu faire de l'ombre à son restaurant, il a envisagé de quitter Bethléem et d'émigrer aux Etats-Unis, où vit sa mère, mais au bout du compte, il a préféré rester sur place. Les clients ont l'air de trouver son idée plaisante. "Regarder ça (à la télévision) ou lire là-dessus chez nous, ça n'a rien à voir avec le fait de circuler à travers ce magnifique pays et de voir ce mur très laid, affreux", estime un visiteur américain, Chrys Reynolds.

"C'est bizarre de voir un menu sur le mur. Mais si vous travaillez ici, cela vous concerne directement, c'est peut-être une façon d'y faire face", ajoute-t-il.

A l'heure du déjeuner, les clients montrent du doigt, par la fenêtre, leur choix consigné sur le mur, filet mignon ou crustacés, imprimé à la peinture d'extérieur sur les panneaux de béton de quatre mètres de haut, qui sont censés protéger, de l'avis de leurs constructeurs israéliens,

l'Etat juif d'éventuels attentats palestiniens.

5 Analyse - Géopolitique et stratégie – Réflexion.

Ndlr : PS : La publication des articles ou analyse ne signifie nullement que la rédaction partage les analyses ou point de vue des auteurs, mais doit être vu comme information

5-1 Octobre : bon moment pour un examen de conscience.

Alors que huit ans ont passé depuis les événements d'octobre, l'Association pour les Droits du Citoyen (ACRI) proteste : les responsables de la mort des citoyens n'ont toujours pas comparu en justice, les fossés entre Juifs et Arabes ont grandi, la discrimination et le racisme se sont aggravés. Il revient au gouvernement d'œuvrer sans délai à la mise en œuvre des recommandations de la Commission Or.

Les événements d'octobre 2000 ont marqué un des sommets du racisme et de la discrimination à l'encontre de la population arabe en Israël.

La police avait opéré comme si elle s'était trouvée face à des ennemis mortels et non pas face à des citoyens de l'Etat, ce qui avait abouti à la mort de 13 personnes.

Sous la pression du public, le gouvernement avait mis sur pied une commission d'enquête gouvernementale afin d'examiner les événements et leur contexte. Au terme d'un travail de fond, la Commission Or avait publié son rapport – le document gouvernemental le plus important, le plus vaste et le plus détaillé à avoir été publié à ce jour sur la question de la situation des citoyens arabes d'Israël. La Commission Or établissait que « *l'objectif essentiel de l'activité de l'Etat doit être de garantir une égalité réelle pour les citoyens arabes du pays... Il revient à l'Etat de lancer, développer et mettre en œuvre des programmes visant à combler les fossés, en mettant l'accent sur les questions budgétaires pour tout ce qui touche à l'enseignement, au logement, au développement industriel, à l'emploi et aux services. Il faut porter une attention particulière aux conditions de vie et à la misère des Bédouins.* »

La Commission Or recommandait même qu'une enquête soit menée par le Département des Investigations sur des Policiers, afin d'examiner la possibilité de poursuivre en justice les policiers impliqués. Malgré cela, tous les dossiers de l'enquête de ce département ont été fermés sans avoir été traités comme il convient, avec l'appui total du Conseiller juridique du gouvernement. Le fait que personne n'ait eu à comparaître en justice suite à des événements où 12 civils ont été tués, a rendu plus profonde la crise de confiance entre la police et les citoyens arabes d'Israël et a renforcé le sentiment que leur vie a peu de valeur.

Depuis la publication du rapport de la Commission Or, quasiment rien n'a été entrepris pour faire avancer et améliorer le statut de la population arabe en Israël. Les gouvernements israéliens ont poursuivi la même politique de discrimination et de négligence à l'égard de la population arabe. Résultat : les fossés entre Juifs et Arabes ne font que se multiplier et s'élargir. La population arabe en Israël continue de protester contre la discrimination et d'exprimer son intention de poursuivre la lutte pour ses droits.

L'Association pour les Droits du Citoyen appelle le gouvernement israélien à travailler à la mise en œuvre des recommandations de la Commission Or, à faire du 1^{er} octobre une journée d'examen de conscience de la

démocratie israélienne et à tenir pour une valeur suprême l'exigence de l'égalité pour tous en Israël, de la tolérance et d'un renforcement des valeurs de la démocratie.

Association pour les Droits du Citoyen en Israël

7 octobre 2008

Version anglaise : www.acri.org.il/eng/story.aspx?id=556 www.acri.org.il/story.aspx?id=1970

(Traduction de l'hébreu : Michel Ghys)

5-3 La cueillette d'olives devient une mission militaire pour les villageois palestiniens.

Les habitants de la colonie israélienne Ytshar n'ont apparemment pas l'intention de cesser leurs agressions contre les Palestiniens des localités et villages du sud de Naplouse. Ces agressions montent de plus en plus en puissance, depuis le début de la saison de la cueillette d'olives, des olives qui risqueraient d'être imprégnées de sang, à l'instar de précédentes saisons.

Préparation

Armés de couteaux, de fusils et même de grenades, certains de ces colons ont pilonné avec leurs pierres la maison de la citoyenne palestinienne Nahla Makhlof. Ils n'ont quitté le lieu qu'après avoir arraché des arbres appartenant à cette dame et qu'après avoir dessiné l'étoile de David sur le mur de sa maison.

C'est dans le village Assira Al-Qabliyya, au nord de la Cisjordanie, qu'habite Mme Nahla. Elle et tous les Palestiniens du village attendent, chaque week-end, une attaque de la part de leurs voisins de force : les habitants de la colonie Ytshar. La dernière attaque a cependant dépassé toute attente.

Cette fois, les colons ont lancé des bombes lacrymogènes à travers une fenêtre, s'étonne madame Nahla. Cette mère de quatre enfants rapporte : « Il y avait une odeur très forte. Les larmes coulaient. La respiration devenait difficile, surtout pour mon nourrisson. Je commence à avoir peur pour mes enfants ».

« Pour rejoindre la ferme d'oliviers, ajoute Mme Nahla, pourtant non loin de chez nous, on a besoin de bien observer les mouvements des colons et de l'armée de l'occupation israélienne. Et parfois, nous devons travailler en coordination avec la Croix-Rouge pour l'atteindre. Et durant la saison de la cueillette, nous devons mettre tout en œuvre pour tout contrôler, pour que tous les fermiers se rassemblent en cas d'attaque de la part des colons. Sinon, nos récoltes seront volées par les colons. Nous ne les laisserons pas faire, même si cela doit nous coûter la vie ».

Registres

La violence des colons est en nette augmentation. Un récent rapport publié par l'organisation des Nations Unies a enregistré 222 actes de violence commis dans le premier semestre de l'année 2008. Pour toute l'année 2007, le nombre a été de 291 actes. Certains croient que cette nette augmentation est relative au projet d'évacuation des points coloniaux, au profit de grandes colonies autour des villes d'Al-Quds, de Silfit et Al-Aghwar.

Environ un demi million d'Israéliens vivent en Cisjordanie dans la partie orientale de la ville d'Al-Quds. Même les grandes puissances croient à l'illégitimité de cette existence, selon la loi internationale. Ces colons se protègent derrière le mur discriminatoire de séparation d'une longueur de 790 km, que les autorités israéliennes haussent depuis 2002.

Précautions

Les colons israéliens n'ont guère besoin d'un quelconque prétexte pour attaquer les habitants des villages du sud de Naplouse dont Assira, Hawara, Bourine, Yatma, Aqraba.

Samir Abdou Al-Hamid, du village Al-Qabliyya, dit que les fermiers palestiniens prennent toutes les précautions pour ramasser leurs récoltes. Ils se divisent par exemple en groupes, utilisent leurs téléphones portables pour coordonner leurs efforts. Mais la seule solution est qu'ils partent, dit Samir, exprimant son impatience.

Abou Mohammed, un fermier du village d'Assira, se plaint du fait que l'armée de l'occupation israélienne protège les agresseurs ! « Nous, nous n'avons personne ». Il souligne que les fermiers se défendent avec les moyens du bord, des moyens très simples.

Témoignage

Beitsalim, un groupe israélien défendant les droits de l'homme, est témoin de ces agressions. En 2007, il a fourni à Mme Nahla un appareil vidéo pour enregistrer les actes d'agression. Malheureusement, l'appareil a reçu une pierre. Il n'a pu enregistrer que le son.

Jerous, un membre du groupe, rapporte que l'enregistrement montre une scène où les colons attaquants avertissent l'armée de l'occupation israélienne qu'ils vont attaquer les Palestiniens si l'armée ne le fait pas. C'étaient les colons qui donnaient les ordres, non pas l'armée !

De son côté, l'avocat israélien Svard, spécialiste des droits de l'homme, dit que la plupart de soldats israéliens ne savent pas qu'il est de leur devoir de défendre les Palestiniens, étant une armée d'occupation.

<http://www.palestine->

info.cc/fr/default.aspx?xyz=U6Qq7k%2bcOd87MDI46m9rUxJEpMO%2bi1s70dBPlen1Z4YqVQaoLS72WzqzpPq1d0EKXvAoKIEleec8kHU53zPsJf5noQx4g649qcej%2fdDexR%2fBmhGtbcNmxvKU3YG8JfWYAsARI9UX44%3d

5-4 Situation de la discrimination, octobre 2008 : chiffres et faits.

Violence policière : depuis les événements d'octobre 2000, 34 citoyens arabes ont été tués par la police.

Récemment encore, en juillet 2008, Sabri Al-Jarjaoui est mort des suites de ses blessures, après avoir été agressé par la police. Dans la plupart des cas, aucun acte d'accusation n'a été déposé à l'encontre des suspects,

ou alors de très légers. Le comportement des forces de sécurité témoigne de ce que, huit ans après les événements d'octobre, les recommandations de la Commission Or, appelant la police à entreprendre une série d'actions en vue d'éradiquer l'hostilité à l'égard des citoyens arabes, sont encore loin d'une mise en application. Interrogatoire de militants sociaux et politiques par la Sûreté Générale [Shabak] : cette dernière année, nous avons été témoins d'une « vague » de convocations de militants politiques et sociaux arabes pour interrogatoire par la Sûreté Générale sur des questions touchant à leur activité politique et sociale, en dépit du fait que cette activité est parfaitement légitime et légale. Ces interrogatoires, en même temps que les déclarations du chef de la Sûreté Générale à propos de son engagement à préserver le caractère de l'Etat comme Etat juif, suscite la sensation inquiétante d'une espèce de surveillance, de contrôle caractéristique de régimes obscurs. L'activité de la Sûreté Générale constitue une atteinte grave à la liberté de pensée et d'expression, et à la liberté d'association politique. Dans une partie des cas au moins, la procédure s'accompagnait d'entraves à l'activité sociale.

Gel de la planification urbaine dans les localités arabes : les autorités responsables de la planification continuent d'ignorer les besoins de développement des localités arabes, gelant ainsi leur développement et portant atteinte à la vie des habitants. L'absence de plan directeur conduit à une situation absurde où il est parfaitement impossible d'obtenir un permis de bâtir. C'est ainsi que des dizaines de milliers de maisons sont construites sans permis, pour répondre aux besoins de l'accroissement naturel, et que leurs propriétaires se retrouvent, par force, en situation d'infraction à la loi. Ainsi, pour prendre un exemple, dans la localité de Majd El-Kroum, où cela fait 25 ans qu'il n'y a pas eu de plan directeur, environ 60% des maisons ont été construites sans permis. Dans la localité de Daliyat Al Carmel, environ 5.000 maisons ont été bâties sans permis, du fait de l'absence d'une planification appropriée. Beaucoup de ces maisons construites sans autorisation ne disposent pas des services essentiels comme l'eau, l'électricité, l'infrastructure etc. L'absence de plans directeurs a créé un manque sévère de bâtiments publics comme des écoles, des caisses de maladies, centres de santé familiale, et autres.

Politique de démolition des maisons dans les villages bédouins du Néguev : malgré les recommandations de la Commission Or, l'Etat d'Israël continue de porter atteinte aux droits de la population bédouine des villages non reconnus. Chaque année, l'Etat exécute des dizaines d'ordres de démolition visant des maisons familiales dans des villages non reconnus, laissant des dizaines de familles sans abri. L'Etat a durci sa politique visant à l'évacuation de la population arabe de sa terre, dans le Néguev, et à sa concentration sur un territoire plus restreint, tout en forçant les habitants à renoncer à leur mode de vie, à leur culture et à leur économie traditionnelle. La politique de démolition de maisons et l'absence de plan directeur portent sévèrement atteinte à la possibilité pour ses habitants de subsister et de se développer comme citoyens égaux et apportant leur contribution à la société, et elles renforcent, au sein de la population arabe, les sentiments d'oppression, de discrimination et d'aliénation.

Association pour les Droits du Citoyen en Israël

7 octobre 2008

Version anglaise : www.acri.org.il/eng/story.aspx?id=556 www.acri.org.il/story.aspx?id=1970

(Traduction de l'hébreu : Michel Ghys)

6 Annexe

6-1 Christopher Ketcham : Système des télécommunications gouvernementales US : Un cheval de Troie... israélien. - 1^o partie

Voici de quelle façon la technologie de contrôle à distance [israélienne] a pénétré le système des télécommunications gouvernementales américaines, en portant atteinte à la sécurité nationale des Etats-Unis. Depuis la fin des années 1990, des agents fédéraux ont fait état de violations de la sécurité des communications systémiques auprès du Department (ministère) de la Justice, du FBI, du DEA, du Département d'Etat (Affaires étrangères) et de la Maison-Blanche. Plusieurs de ces violations alléguées de correspondances, disent ces agents, peuvent être attribuées, en remontant les filières, à deux sociétés de high-tech, spécialisées dans le domaine des télécoms, Verint Inc. (anciennement Comverse Infosys) et Amdocs Ltd, qui fournissent, respectivement, les principaux contrats d'écoutes téléphoniques (wiretap) et les logiciels de sauvegarde des enregistrements/facturations de conversations téléphoniques au gouvernement américain. Ensemble, Verint et Amdocs constituent une partie importante de la colonne vertébrale de la technologie d'espionnage interne du gouvernement américain.

Ces deux firmes sont israéliennes et elles ont leur siège social en Israël - cela est dû au fait qu'elles ont percé, jusqu'à parvenir à l'excellence, dans le marché des technologies de l'information que ce pays s'efforce de dominer - et aussi au fait qu'elles sont fortement financées par le gouvernement israélien, en relation avec l'armée et les services de renseignement israéliens (les deux firmes ont une longue histoire de conseils d'administration dominés par des militaires et des officiers du renseignement israéliens encore en fonction, ou déjà à la retraite). Verint est considérée comme le leader mondial en matière d'« interceptions électroniques », et elle est, par conséquent, une candidate idéale du secteur privé pour l'externalisation [du Tsahal boulot] des écoutes téléphoniques par divers gouvernements. Amdocs, quant à elle, est le plus important prestataire de facturation des télécommunications au monde (avec un chiffre d'affaire de quelque 2,8 milliards de dollars au titre de 2007, des bureaux dans le monde entier et des clients incluant les 25 premières compagnies de téléphonie des Etats-Unis, qui, mises ensemble, traitent plus de 90% du trafic téléphonique entre les résidents aux Etats-Unis). Les opérations de cette compagnie, suggèrent des sources spécialisées, ont été infiltrées par des espions « free

lance » (indépendants, à leur compte, ndt), qui exploitent les filtres cryptés propres aux technologies mises au point par Verint et Amdocs, et qui récoltent des données sur certains Américains (jugés intéressants), afin de les transmettre aux services du renseignement israéliens, ainsi qu'à d'autres clients intéressés (en particulier, le crime organisé).

« La réalité de la vulnérabilité de notre épine dorsale de télécommunications est indéniable », dit un officier supérieur du renseignement américain qui a évalué les craintes à ce sujet parmi les agents fédéraux. « Comment cela a pu advenir, sans que rien n'ait été fait, qui a fait quoi - telles sont les questions qui tuent ». Si les allégations sont avérées, les communications électroniques rassemblées par le NSA et d'autres agences de renseignement américaines risqueraient de tomber entre les mains de gouvernements étrangers. Après avoir passé en revue les preuves matérielles disponibles, Robert David Steele, un ancien chargé de mission de la CIA, qui est aujourd'hui un des principaux fournisseurs internationaux de « renseignements publics dans l'intérêt général » me dit que « la pénétration par Israël de la totalité du système des télécommunications américaines signifie que les écoutes sans garanties effectuées par le NSA aux Etats-Unis sont tout simplement, en réalité, des écoutes illégales effectuées (aux Etats-Unis) par Israël ».

Dès 1999, la National Security Agency avait publié une mise en garde sur le fait que des écoutes de conversations téléphoniques diligentées par le gouvernement américain finissaient entre les mains de certains gouvernements étrangers - en particulier israélien. En 2002, le vice-procureur général (Attorney General) américain, Robert F. Diegelman, publia un mémo confidentiel (uniquement à être lu, et en aucun cas photocopié) sur ce problème, à l'intention des officiers des technologies de l'information stratégiques [chief information technology (IT)] près le ministère de la Justice. Les officiers IT supervisent tous les équipements, dont les plus basiques sont les types de téléphones cellulaires utilisés par les agents des télécoms jusqu'aux appareils d'enregistrement des écoutes téléphoniques qu'ils utilisent sur le terrain ; leur mission expresse est d'assurer la sécurité des communications. Le memo de Diegelman était un rappel, sur un ton de réprimande, d'une nouvelle politique en matière d'IT instituée une année auparavant, en juillet 2001, par un ordre interne au ministère de la Justice intitulé « 2640.2D Information Technology Security ». L'Ordre 2640.2D stipulait que des « ressortissants étrangers ne sauraient être autorisés à accéder, ou à assister, à la mise point, au fonctionnement, au management ou à la maintenance des systèmes de technologies de l'information (IT) spécifiques au ministère (de la Justice) ». Cela ne semblerait pas particulièrement de nature à faire froncer les sourcils, dans le contexte de la réorganisation totale du renseignement et de la sécurité, à la suite des attentats du 11 septembre 2001... Mais cet ordre 2640.2D a été publié bien deux mois AVANT les fameux attentats ! Quel groupe, ou quels groupes de ressortissants étrangers avaient donc un accès privilégié aux systèmes de technologies de l'information du ministère de la Justice américain ? Des Israéliens, disent de hauts responsables spécialisés dans la mise en application des lois [am. : law enforcement]. Un ancien procureur spécialisé dans les crimes informatiques au ministère de la Justice me confie, au détour d'une conversation : « J'ai entendu dire que les Israéliens sont en mesure d'écouter nos conversations téléphoniques... »

L'officier du contre-terrorisme et du contre-espionnage (à la retraite) Philip Girardi que cela correspond au cours de l'histoire des intrusions israéliennes aux Etats-Unis. Il relève qu'Israël occupe avec une régularité lassante une place prééminente dans le rapport annuel du FBI (intitulé « Foreign Economic Collection and Industrial Espionage » - Recueil de renseignements et espionnage industriel commis par des pays étrangers) : Israël arrive immédiatement en deuxième position, après la Chine, en matière de vol de secrets économiques américains. Le rapport 2005 du FBI indique, par exemple : « Israël a un programme actif de recueil d'information classée aux Etats-Unis. Ces activités d'espionnage visent en priorité à obtenir de l'information sur des systèmes militaires et des applications informatiques avancées, susceptibles d'être utilisées dans les industries militaires israéliennes, extrêmement développées. » Une méthode favorite des Israéliens, met en garde le rapport du FBI, consiste en des intrusions (de hackers) dans certains ordinateurs.

Dans le cadre général de l'affaire du gouvernement américain espionnant les citoyens américains, cela nous ramène à la législation adoptée en 1994, appelée Communications Assistance for Law Enforcement Act (ou CALEA)(Assistance des services de communications en vue de l'Acte de mise en application de la loi), qui a introduit un virage à 180° dans les méthodes de surveillance électronique (des citoyens, ndt). Les jours où les écoutes téléphoniques étaient effectuées à partir de bricolages in situ avec des pinces crocodiles en cuivre sont définitivement derrière nous. Le Calea a mis en place de nouveaux pouvoirs de surveillance généralisés, adaptés à l'ère du digital, une surveillance effectuée en reliant des ordinateurs éloignés des sites aux routeurs et aux hubs des firmes de télécom - il s'agit d'un réseau fixe d'espionnage, relié en temps réel et en permanence aux téléphones et aux modems des citoyens américains. Le décret Calea a fait des installations d'espionnage un accessoire indissociable de notre vie hautement 'téléphonique'. De hauts responsables du FBI ont poussé à l'adoption de cette législation, affirmant qu'elle améliorerait la sécurité, mais de nombreux agents du terrain ont élevé la voix afin de protester contre Calea, au motif qu'il a eu le résultat exactement opposé... Les techniques de sappe de données employées par la NSA [National Security Agency] au cours de ses exploits de mise sous écoute téléphonique ne pouvaient de toutes les manières pas réussir sans la technologie imposée par le Calea. On pourrait avancer l'idée que Calea est le cœur, caché, du scandale des écoutes téléphoniques diligentées par la NSA.

La Verint Connection

D'après un ex-officier de la CIA, du nom de Giraldi, et d'autres sources sur les services de renseignement américains, c'est du software produit et entretenu par la Verint Incorporation qui gère la plupart des écoutes téléphoniques diligentées par les services américain de répression des fraudes. Giraldi déclare : « Les appels téléphoniques sont interceptés, enregistrés et transmis à des enquêteurs de la CIA par Verint, qui affirme qu'il doit

surveiller en permanence ses équipements afin d'assurer la permanence du fonctionnement du système ». Giraldi relève également que Verint est remboursé à hauteur des 50 % de ses dépenses de recherche et développement par le ministère israélien de l'Industrie et du Commerce. D'après Giraldi, l'importance de l'utilisation des technologies Verint est considéré « classifié défense », mais certaines sources ont lâché le morceau, et elles ont fait part à Giraldi de leurs inquiétudes au sujet de la sécurité des systèmes d'enregistrement des écoutes téléphoniques produits par la firme Verint. Le principal souci, dit Giraldi, c'est le risque qu'un « troyen » n'ait été implanté dans le software...

Un 'troyen', implanté dans un hardware ou un software de sécurité de l'information, c'est une porte de derrière, à laquelle peuvent avoir accès, à distance, des parties qui, normalement, ne devraient en aucun cas avoir accès à un quelconque système sécurisé. Des allégations d'espionnage massif au moyen de troyens ont secoué le milieu israélien des affaires, ces dernières années. Un article d'Associated Press, en 2005, indiquait que des « entreprises israéliennes high tech produisant des 'blue chips' (il s'agit des tranches de silicium servant à confectionner les circuits électroniques, ndt)... sont soupçonnées d'utiliser du software de surveillance illicite afin de voler de l'information à leurs sociétés rivales, et ennemies. » Plus de quarante entreprises ont fait l'objet d'enquêtes, à ce sujet. « C'est la plus grosse affaire de criminalité électronique de toute l'histoire d'Israël », m'a dit Boaz Guttmann, un enquêteur vétérinaire en matière de crimes cybernétiques de la police nationale israélienne. « L'espionnage au moyen de chevaux de Troie fait partie de la vie ordinaire des firmes israéliennes. C'est une culture de l'espionnage... »

C'est bien entendu de cette 'culture' que dépendent les Etats-Unis en ce qui concerne le plus gros de leurs softwares sécurisés pour l'encodage des données et la sécurité des transmissions téléphoniques. « Il y a eu un tas de débats sur la question de savoir à quel point nous devrions faire confiance aux appareils de sécurité produits par les firmes israéliennes de téléphonie », explique Philip Zimmerman, un des pionniers légendaires de la technologie du cryptage (Zimmerman a inventé l'authentification cryptographique personnalisée connu sous le nom de Pretty Good Privacy [privauté vraiment excellente, ndt], ou PGP, qui est aujourd'hui un des standards fondamentaux de l'encryptage des communications.) « De manière générale, je ne ferais pas confiance, personnellement, à du matos fabriqué à l'étranger, dès lors qu'il s'agit de sécurité des données », explique Zimmerman. « Un type de NSA InfoSec - la division de la sécurité informatique de la National Security Agency américaine - m'a dit un jour : « La crypto fabriquée à l'étranger : voilà notre cauchemar ! ». Mais, soyons juste : notre industrie électronique nationale devenant de plus en plus faible, l'importation de matos étranger est inévitable. » Zimmerman poursuit : « Visez un peu où se trouve l'expertise : au sein de l'International Association for Cryptological Research [Association internationale de la recherche en cryptologie], qui tient un congrès annuellement, il y a un pourcentage d'Israéliens bien supérieur à ceux de toutes les autres nationalités. La firme à capital majoritaire et à direction israéliens Verint est, aujourd'hui, le fournisseur de tous les systèmes d'interception de télécommunications déployés dans plus de cinquante pays ! »

Carl Cameron, correspondant politique en chef de la Fox News, est un des rares journalistes à mettre son nez dans le désarroi qui va s'approfondissant des agents fédéraux, au sujet de la possibilité que des chevaux de Troie aient été inclus de manière subreptice [am. 'embedded'] dans la technologie Verint. Au cours d'une vaste investigation (diffusée en quatre épisodes au mois de décembre 2001) sur l'espionnage lié à Israël, Cameron a fait un certain nombre de découvertes époustouflantes sur le compte de la firme Verint, connue alors sous la raison sociale de Comverse Infosys. Certaines sources ont indiqué à Cameron que « bien que diverses enquêtes sur la firme Comverse Infosys aient été diligentées par le FBI, durant plusieurs années, ces enquêtes ont été stoppées, avant même que les appareils de cette firme en service eussent été soumis à des tests exhaustifs, afin d'en rechercher les « fuites » éventuelles. Cameron a également relevé un document interne du FCC, daté 1999, indiquant que « plusieurs agences gouvernementales [américaines] avaient exprimé leur profonde préoccupation au sujet du fait que de trop nombreux personnels non habilités, et n'appartenant pas à la police judiciaire, pussent accéder au système d'enregistrement des écoutes téléphoniques. » Pour l'essentiel, ces accès indus étaient facilités par le système de « maintenance sans fil » [am. 'remote maintenance'].

Immédiatement après la diffusion du reportage de Cameron, la société israélienne Comverse Infosys changeait de nom, devenant Verint, au motif que la compagnie était en train d'accéder à « sa maturité ». (La firme n'a publié aucune réponse aux allégations de Cameron, et elle ne l'a pas non plus menacé de poursuites judiciaires). Pendant ce temps, des officiers de sécurité au DEA, un service rattaché au Département de la Justice, commençaient à examiner les relations de cette agence avec Comverse/Verint. En 1997, le DEA transforma son infrastructure d'écoutes téléphoniques grâce à la fourniture, pour 25 millions de dollars, par Comverse/Verint, d'une technologie appelée « T2S2 » - cet acronyme signifie « translation and transcription support services », c'est-à-dire, en français : « services d'aide à la traduction et à la transcription » - Comverse/Verint devant, d'après le contrat, fournir le hardware [= les machines] et le software [= les programmes informatiques], plus « des services de soutien, de formation, des mises à jour, des versions supérieures et des options durant toute la durée de validité du contrat », d'après la notice « contrats et acquisitions » affichée sur le site ouèbe du DEA. C'était sans aucun précédent. Avant 1997, le personnel du DEA avait toujours utilisé des équipements mis au point et entretenus strictement en interne.

Mais désormais le reportage de Cameron avait soulevé d'horribles questions de vulnérabilité en matière de T2S2. Le directeur des programmes de sécurité du DEA, Heidi Raffanella, fut suffisamment ébranlé pour publier un communiqué interne à ce sujet, en date du 18 décembre 2008, soit quatre jours après le début de la programmation de la série documentaire de Cameron. Faisant référence au reportage de la chaîne Fox News, elle manifestait son inquiétude liée au fait que « la maintenance en ligne assurée par Comverse n'était pas traitée dans le procès-verbal relatif aux contrats et acquisitions de C&A ». Elle faisait également allusion à des

inquiétudes au sujet de l'ordre 2640.2D du Département de la Justice, et elle relevait que l' « Administrateur », c'est-à-dire le chef du DEA, à l'époque, Asa Hutchinson - avait été mis au courant. Et puis, il y avait cette phrase stupéfiante : « La question demeure peu claire de savoir si le personnel de Comverse est habilité en matière de sécurité, et si tel est effectivement le cas, de qui s'agit-il, et quelles sont les garanties dont on dispose à ce sujet ?... Résultat des courses : on aurait dû découvrir le truc... » Pour dire les choses crûment : le mémo Raffanella est un aperçu effrayant d'une bureaucratie surprise avec ses pantalons baissés...

La police judiciaire ne fut pas la seule à suspecter l'équipement T2S2 acquis chez Comverse/Verint. En novembre 2002, des sources du milieu du contre-espionnage bataves commencèrent à diffuser ce qu'elles affirmaient être « la preuve irréfutable du fait que les services secrets israéliens disposaient d'un accès incontrôlé aux données ultraconfidentielles d'écoutes téléphoniques diligentées et collectées par la police et par les services secrets danois », d'après la radio hollandaise Evangelische Omroep (EO). En janvier 2003, une revue hollandaise de technologie et d'informatique réputée, intitulée « c't », publia le scoop de la radio EO, qu'elle intitula « La chambre des écoutes téléphoniques hollandaise n'est pas cachère ». L'article commençait ainsi : « Tout l'équipement d'écoutes téléphoniques des services de renseignement hollandais et la moitié de l'équipement d'écoutes téléphoniques de la police nationale... ne sont pas sûrs, et sont en train de refiler des infos à Israël. » Paul Wouters, l'auteur de l'article en question, examine ensuite le matériel d'écoutes T2S2 « livré au gouvernement, ces toutes dernières années, par la compagnie israélienne Verint », et il cite plusieurs experts ès cryptographie, à propos de la viabilité d'un contrôle à distance de la « boîte noire » qui renferme les données encryptées. Wouters utilise d'ailleurs cette expression de « cryptographie de la boîte noire. »

... un aspect très important d'une cryptographie 'costaud', c'est une bonne source de randomisation. A défaut d'un générateur de randomisation approprié, ou pire, avec un générateur de randomisation intentionnellement saboté, le décodage et l'interprétation du texte encrypté (ciphertext) qui en résulte deviennent d'une facilité triviale. S'il y a ne serait-ce qu'une seule puce inconnue qui soit impliquée dans la génération de la randomisation, tout devient possible... Si vous pouvez faire confiance au hardware et si vous avez accès au code-source, alors il devient en théorie possible de vérifier le système. Cela, toutefois, ne peut tout simplement pas être fait si l'on ne connaît pas le code-source.

Reste que, comme Wouters a pris soin de l'ajouter, « quand l'équipement a été acheté aux Israéliens, il avait été convenu que personne, mis à part le personnel de chez Verint, sauf une, ne serait autorisée à toucher aux systèmes... Le code source n'aurait jamais dû être accessible, pour personne. »

Le pionnier de la crypto, Philip Zimmerman, met en garde sur le fait qu' « il est impossible de faire confiance à la crypto, dès lors que le code source n'est pas publié. Un code 'open source', cela signifie deux choses : s'il y a des « portes de derrière » délibérément ménagées dans le crypto, un examen par des pairs les révéleront. S'il y a des bugs par inadvertance dans le crypto, ces bugs, eux aussi, seront découverts. Que les faiblesses soient délibérées ou accidentelles, elles seront découvertes. Si la faiblesse est délibérée, ils ne voudront pas publier le code source. Certains des meilleurs produits que nous connaissons ont été soumis à un examen en open source : Linux et Apache, notamment. Les produits crypto les plus respectés ont été testés en open source. Vous avez vu cette petite icône en forme de bloc-notes, dans le coin de votre écran, quand vous visitez un browser ? Il veut dire que vous passez par un protocole, appelé Secure Socket Layer. Firefox, qui a été testé en open source et qui est un standard Internet, vous savez, ce browser très populaire et hautement sécurisé ? Il est entièrement open source. »

(à suivre)

Christopher Ketcham

Traduit de l'américain par Marcel Charbonnierau

15 octobre

Counterpunch

http://www.info-palestine.net/article.php3?id_article=5209

Vous pouvez consulter cet article : <http://www.counterpunch.org/ketcham...>

6-2 Meir Dagan : "Tueur de l'année".

Ce n'est pas le titre "d'Homme de l'année", mais bien plutôt celui de "Tueur de l'année", pour reprendre l'expression du journaliste Gidéon Levy, que la télévision israélienne vient de décerner au chef du Mossad, Meir Dagan. L'hebdomadaire égyptien Al Ahram Weekly, Khalid Amayreh raconte.

La tension dans l'assistance était évidente samedi dernier alors qu'elle attendait d'Emanuel Rozin, présentateur de la chaîne de télévision israélienne Canal 2, qu'il annonce qui était l'homme de l'année « [hébraïque] ». Pour augmenter le suspense dans l'assistance, Rozin a énuméré les réalisations de la personnalité en question avant de livrer son nom.

« C'est l'homme qui n'a fait qu'exécuter de bonnes actions... C'est la personne qui est devenue célèbre pour avoir découpé les têtes de Palestiniens avec cutter ... Il est né avec un couteau entre les dents... C'est le chef du Mossad, Meir Dagan ! » . Et la salle a croulé sous les applaudissements lorsque Rozin a annoncé que Dagan était homme de l'année.

Rozin a veillé à mentionner certains des hauts faits « secrets » de Dagan, particulièrement l'assassinat du commandant du Hizbullah, Imad Mughniyah, et la fourniture des informations qui ont permis à l'Armée de l'Air israélienne de bombarder un centre de recherches au nord-est de la Syrie. Après avoir annoncé que Dagan était l'homme de l'année, l'émission de télévision a présenté son profil reprenant ses états de service pendant sa carrière militaire et comme responsable du Mossad.

Tous les collègues et connaissances de Dagan qui ont été interviewés n'ont pas tari d'éloges sur son imagination pour assassiner des Palestiniens et des Arabes. Le général à la retraite Yossi Ben Hanan, un ancien collègue de Dagan, témoignait sur son insistance à assassiner des Palestiniens lui-même une fois qu'ils lui avaient été amenés. Ben Hanan a chaudement félicité son grand ami pour cela.

Juste avant puis après que Dagan a été nommé homme de l'année, un certain nombre de rapports de presse ont été publiés au sujet des atrocités qu'il a commises contre les civils palestiniens et libanais. Ces rapports, élaborés par des journalistes israéliens reconnus, confirment que Dagan a été nommé en raison de ces atrocités.

Aluf Ben Ahed, un commentateur du journal Haaretz, a publié un rapport sur Dagan le 26 septembre dans lequel il écrivait que l'ancien premier ministre Ariel Sharon lui-même avait insisté pour que Dagan soit nommé à la tête de Mossad, « **en raison de son immense expérience et de son passe-temps consistant à découper les têtes des Arabes** », tel qu'il l'a rapporté.

Ben Ahed a écrit aussi que la relation entre Sharon et Dagan remontait au début des années 70, lorsque Sharon était commandant de la région sud et Dagan commandant de l'escadron de la mort Rimonim. Sharon avait alors confié à Dagan la mission d'enlever et d'assassiner les combattants de la résistance palestinienne dans la bande de Gaza.

Sharon appréciait beaucoup voir Dagan couper lui-même les têtes des résistants palestiniens après leur assassinat. Ben Kasbit a écrit qu'un certain nombre de soldats qui ont servi sous Dagan dans la bande de Gaza au cours de cette période ont plus tard souffert de troubles psychologiques pour avoir appliqué des ordres de Dagan en tuant d'atroce façon des Palestiniens. Après avoir fait leur période militaire, certains d'entre eux ont perpétré des crimes [dans la société israélienne], et lorsqu'ils ont été jugés, ils ont dit avoir été affectés par les atrocités commises sous les ordres de Dagan, contre des Palestiniens.

Le journaliste Gidéon Lévy a publié un article le 2 octobre dernier, dans lequel il indiquait que la censure militaire avait empêché la publication d'un rapport que les journalistes avaient préparé il y a des années sur les atrocités dont Dagan s'était rendu responsable contre les civils libanais, alors qu'il était commandant de l'armée israélienne au Sud du Liban dans les années 80. Si la censure militaire israélienne autorise aujourd'hui la publication de rapports confirmant le passe-temps de Dagan de couper les têtes des Palestiniens, on peut supposer que ce qui reste censuré est encore plus atroce.

Al-Ahram weekly a rassemblé des témoignages de Palestiniens ayant été témoins des atrocités de Dagan dans la bande de Gaza pendant les années 70, lorsqu'il était commandant de l'unité Rimonim.

Rabia Abu Samheh, âgée de 63 ans, qui vit dans le camp de réfugié d'Al-Maghazi, faisait partie de ces témoins. En juillet 1971, Rabia Abu Samheh était en route pour rentrer chez elle dans le quartier à l'ouest du camp après une visite à une amie dans le quartier situé à l'est, lorsqu'elle a remarqué que la rue principale du camp était complètement vide : elle avait été envahie par des membres de l'unité Rimonim, lesquels portaient des bérets rouges. Quand elle s'est approché de la principale mosquée du camp, elle a été témoin d'une scène qu'elle n'oubliera jamais. Les soldats ont ouvert le feu sur trois jeunes hommes palestiniens, puis un soldat a jeté un des tués dans un puits d'ordures près de la mosquée. Abu Samheh a été choquée par la scène et, oubliant sa peur, elle s'est précipitée vers les soldats pour les empêcher de jeter les deux autres morts dans le puits. Ils l'ont alors battue avec les crosses de leurs fusils jusqu'à ce qu'elle ait le visage en sang.

Salem Sarirat, âgé de 58 ans, vit près de la frontière entre la Bande de Gaza et Israël. Il a raconté qu'il menait son troupeau de moutons dans le pâturage près de sa maison lorsqu'il a entendu des véhicules militaires tout près de là. Il s'est précipité chez lui et a observé de sa fenêtre ce qui arrivait, voyant que des soldats de l'unité Rimonim sortaient deux jeunes hommes palestiniens d'un des véhicules et les attachaient à un arbre. Puis un militaire qui selon Sarirat était Dagan lui-même, s'est approché d'eux avec un couteau à la main. Il l'a planté dans le coup d'un des deux jeunes qui criait et puis l'a violemment tourné dans tous les sens jusqu'à ce que sa tête ait été découpée. Puis il a procédé de même avec l'autre garçon.

Ben Aluf et Ben Kasbit conviennent que Dagan a remporté le prix [de canal 2] pour sa cruauté dans ses actes comme commandant de l'unité Rimonim. Gideon indique que personne d'autre n'a dirigé le Mossad en ayant commis autant d'atrocités, de crimes, et en ayant répandu autant de sang que Dagan.

Ronin Briegman, qui écrit dans le journal à grande diffusion Yediot Aharonot, a publié un article le 7 août dans lequel il expliquait que Sharon avait été contrarié par la politique d'Ephraim Helevi, prédécesseur de Dagan à la tête du Mossad, parce que l'agence n'avait pas commis d'assassinats pendant son mandat qui aurait prouvé la force et la portée des actions israéliennes. Sharon était également irrité du fait qu'Helevi n'avait pas entrepris de mission pour contrecarrer le programme nucléaire iranien, une mission que Dagan a prise en charge au nom du Mossad.

Ronin Briegman indique que les listes d'opérations exécutées par le Mossad sous le mandat de Dagan ont toujours été très chaudement accueillies par Sharon et son successeur Olmert. Ces opérations comprenaient l'assassinat de Mughniyah, le bombardement d'une usine supposée d'armes chimiques en Syrie et le meurtre de dizaines d'experts syriens et iraniens ainsi que la fourniture de renseignements permettant le bombardement d'un centre de recherches au nord-est de la Syrie qui selon Israël abritait un réacteur nucléaire syrien en construction avec l'aide d'experts venus de Corée du Nord.

Briegman indique que sous le mandat de Dagan, le Mossad a assassiné Ramzi Nehareh, un commerçant lié au Hizbullah, Ghalib Awaleh, un responsable de l'aile militaire du Hizbullah, Ali Hussein Saleh, un chauffeur de l'ambassade iranienne à Beyrouth, Abu Hamza, responsable du Jihad islamique au sud du Liban, ainsi que bien d'autres.

Tous les journalistes qui ont écrit sur le Mossad à l'époque de Dagan ont dit à quel point Olmert est impliqué dans l'élaboration des listes d'opérations exécutées par le Mossad. Ces journalistes rapportent que Dagan se rend au

bureau d'Olmert chaque jeudi avec une liste d'opérations qu'il veut voir approuvée par Olmert, et qu'Olmert valide toutes les propositions de Dagan. Il y a un consensus en Israël sur le fait que Dagan est aujourd'hui la personnalité la plus influente parmi ceux qui décident à Tel Aviv, et qu'en raison de ses hauts faits, Olmert a insisté à deux reprises pour que le mandat de Dagan à la tête du Mossad soit reconduit.

Il est ironique et inexplicable que le monde ose qualifier de terroristes les mouvements de la résistance arabe et palestinienne, alors qu'Israël a produit des terroristes beaucoup plus sadiques et criminels. De plus, le massacre à grande échelle d'innocents est devenu la norme pour accorder des promotions à des chefs militaires et leur octroyer de plus grandes responsabilités.

CAPJPO-EuroPalestine

<http://www.europalestine.com/spip.php?article3415>
14-10-

6-3 Le respect de l'éthique et le refus de l'illégitimité.

NON A UN INETHIQUE TRAITE DE PAIX

OUI A UN TRAITE DE TOTALE NON AGRESSION.

Tous les propos ci-après ne sont que de modestes contributions à la réflexion des seules personnes en droit de décider par vote référendaire du contenu définitif d'un texte stratégique palestino-palestinien officiel : les Palestiniennes et les Palestiniens de plus de 18 ans de la planète entière décidés à vivre en paix dès que possible en Palestine « historique » et « finale ».

Il faut être clair a priori : Le respect de l'éthique et le refus de l'illégitimité obligent à rechercher à aboutir finalement, après le temps relativement cicatrisant d'un génération, à un état palestinien souverain laïque démocratique écologiquement et économiquement viable au minimum sur l'ensemble du territoire pris en considération par l'insensée résolution 181, c'est à dire entre la Méditerranée et le Jourdain. Un état comprenant évidemment aussi des citoyens palestiniens à part totalement réellement entière ayant eu ou croyant avoir eu (rien que ?) des ancêtres (femmes ?) ayant été sujets, avec des pratiques religieuses soi-disant « moïsiste », du mythique roi David (qui ne fut pas aussi grand qu'on le pense). En ne confondant surtout pas le judaïsme initial (car il a fait bien des petits depuis) « inventé », avec beaucoup de manipulations des textes religieux anciens, par des lévites (prêtres) de la tribu de Juda (d'où judaïsme ?) vers le VI^e siècle avant notre ère pour des raisons politiques, avec la religion encore assez polythéiste de David, qui ne saurait être la religion de Moïse puisqu'il n'a jamais existé.

Il faut être réaliste plus de soixante ans après la naissance de l'entité sioniste toujours sans constitution et sans frontières intégrales ? Effectivement, ça s'impose car depuis que cette planète est habitée, c'est chaque fois qu'on a piétiné l'éthique qu'on a été finalement irréaliste. Admettre la pérennisation de l'existence de l'entité artificielle originellement sioniste parce qu'elle existe depuis plus de 60 ans et que le lobby plouto-juif (des riches Juifs) international existe depuis plus longtemps encore, ça n'est pas du réalisme.

En sus du bantoustans gazaoui, d'autres es bantoustans palestiniens à l'est d'une ligne verte très écornée, ça n'est pas du réalisme ; c'est écologiquement et économiquement invivable pour l'ensemble ne serait-ce que des Palestiniens vivant dans un rayon de 150 km de Jérusalem. Qu'on accorde à cette ville symbolique un statut religieux sacré ou non.

Or, après cet au moins très douloureux, sinon mortel temps de spoliations, de meurtres, de viols, et de déshumanisation lente (épargnant quelques collaborateurs et profiteurs, en particulier ceux ayant commercé avec l'occupant), il faut savoir didactiquement présenter le souhaitable éthique, aussi ambitieux soit-il, pour que les vecteurs d'opinions et de décisions de la planète entière en prennent conscience. Malgré, comme dit, le « formidable » pouvoir de l'AIPAC sur les élections et l'administration américaines et le tout aussi formidable multiséculaire pouvoir financier de certains Juifs peu ou prou sionistes de la diaspora sur l'ensemble de l'économie mondiale, et en particulier des médias trop souvent désinformateurs, sinon propagandistes. .

Sur cette base réaliste, il s'agit d'abord de donner une légitimité au présidentiel signataire palestinien, c'est à dire élire au plus vite un nouveau président parmi des candidats traités également ; celui de la fraction majoritaire de l'OLP - Marwan Barghouti ? - devant être choisi après une re- légitimation de celle-ci (qui ne l'est absolument plus actuellement, légitime). Et ce, avant de proclamer un état palestinien avec une première et expérimentale constitution claire - mais peut-être fruit du choix entre plusieurs options - approuvée par référendum.

Et il s'agira bien ensuite de signer un traité pré-négocié de (seulement) non agression entre « le seul état démocratique du Moyen-Orient » (toujours sans constitution et sans frontières) et donc ce que d'aucuns admettront peut-être d'appeler le second état démocratique du Moyen-Orient. Sur la base peu négociable des très injustes découpages géographiques (trop de terres arabes peu arables) de l'insensée résolution 181 qui n'était qu'une recommandation sans pouvoir prescriptif. Et pas sur la base des mal nommées frontières de 1967 qui ne sont en fait, à peu de choses près, que les lignes d'armistice de 1949. Voulu comme telles par les sionistes pour - ils l'ont écrit - leur permettre d'aller plus tard jusqu'au Jourdain, voire au-delà, selon leur vision d'Eretz Israël.

Non, pas un traité de paix, car une paix injuste n'est pas une paix « durable », et il y aura injustice tant que n'aura pas été exercé, sans la moindre réserve, le droit au retour des quelques expulsés adultes palestiniens de 1948 survivants et de leurs descendants s'ils le souhaitent. Ce qui est évidemment incompatible avec la pérennisation de l'existence d'Israël. Même si le Hamas qui n'est pas plus monobloc et unanime que le Fatah ou tout autre parti politique du monde semble se résigner – provisoirement ou tactiquement ? - à la ligne verte.

En considérant que tout élément de ce traité de non agression quelque peu favorable aux Juifs étant une généreuse concession des Palestiniens et pas l'inverse, il y a d'autant moins de compromis possibles que la fraction juive sioniste initiale, majoritairement athée, devenue de moins en moins majoritaire avec les alyas de tous et n'importe qui pas forcément sionistes, n'a jamais eu aucune légitimité. Non seulement vu son non respect depuis longtemps pré-programmé ne serait-ce que des termes de la résolution 181, qui n'était qu'une recommandation, mais encore parce qu'aucun de ces sionistes majoritairement d'origine est-européenne n'était en mesure de prouver qu'il n'était pas descendant uniquement, par exemple de Khazars pur sucre, mais même de fournir le nom, le prénom et les options « métaphysiques » de l'arrière-grand-mère de l'arrière-grand-mère de son arrière-grand-mère, puisqu'on est juif par sa mère. Alors « la terre de nos ancêtres » ou pire « donnée par Dieu » ... quand on revendique, c'est un droit, son athéisme Fallait pas pousser. Mais la lâcheté politique à soubassement électoraliste des politiciens irresponsables de droite comme de gauche des « grands pays » a laissé pousser un monstre ultra sioniste religieux que ne peut même plus contrôler Tel Aviv pour autant que n'y règne pas déjà des officiers généraux eux-mêmes ultra sionistes religieux issus de ce qui est très improprement appelé « les colonies »

La Shoah juive ne saurait en rien servir non plus de justification puisque déjà les Palestiniens n'y sont pour rien, mais surtout parce qu'il est historiquement prouvé que les sionistes avaient l'intention, s'appuyant sur une controversée déclaration Balfour, de créer en Palestine un état juif, et pas seulement un « foyer ». Mais aussi parce que des sionistes « éminents » ont pactisé avec les plus hautes autorités de la première période nazie. Et encore puisque les sionistes « palestiniens » à l'abri ont explicitement préféré gardé leur argent pour accroître les immigrations - précieuse chair à canon ! - plutôt que de réduire le nombre de victimes de la shoah ; en démontrant même un certain mépris pour ceux qui, d'après eux, se laissaient sans se défendre conduire « à l'abattoir nazi ». Mais encore parce que la majorité des victimes de la Shoah ne se s'est pas précipitée en Israël ; et encore parce que la majorité des Juifs de l'ensemble du continent américain ne s'est guère préoccupé de la Shoah. Ce à quoi on peut rajouter, si ce n'est pas suffisant, parce que il y a eu plus de victimes mortelles juives « civiles » en tant que telles en « Palestine historique » que sur tout le reste de la planète depuis 1945. Bien des Israéliens juifs ayant vite pris conscience, de plus, qu'en Israël non seulement ne coulaient pas le lait et le miel casher, mais qu'en plus du douloureux mépris encore actuel pour beaucoup de Séfarades ou de Misrahi il y avait de plus en plus de pauvres israéliens juifs qui pour beaucoup n'étaient pas venus pour des raisons religieuses ou patriotiques, mais uniquement en pensant y trouver une meilleure vie que dans leur pays natal. Un pays qu'ils avaient parfois quitté suite à des attentats contre leur communauté perpétrés par le Mossad pour les inciter à faire leur aliya ou suite effectivement à des menaces du gouvernement de leur patrie ancestrale après d'inadmissibles agissements sionistes internes ou externes. Ce qui n'empêche pas des Juifs orientaux de se trouver encore passablement à l'aise dans des pays arabes.

Enfin, dernière raison, et pas la moindre, l'entité sioniste est éthiquement injustifiable et donc inadmissible parce que, d'après la Charte même des Nations Unies, seuls les habitants de la Palestine, Arabes ou Juifs avaient le droit, en 1947, de décider d'un éventuel partage en trois, et pas deux, entités. Puisque Jérusalem et les lieux saints se devaient effectivement, dans ce cas, d'être traités à part ; comme d'ailleurs le prévoit la résolution/recommandation, ce que de nombreux pseudo-historiens oublient souvent d'écrire et qui est inexcusable même sous la contrainte de la succinctivité. Une réalité sans laquelle, au dire même du chef de la délégation des arrogants et manipulateurs sionistes à l'ONU, le vote de la dite résolution 181, à une très courte majorité requise des deux tiers des seuls votants – ce qui est illogique et attaquant – n'eut pas été acquis. Raison de plus pour que, dans une vingtaine d'années quelques peu cicatrisantes, il est plus que souhaitable, il est éthique, que des juifs israéliens « fréquentables et humains », des vrais Justes, demandent la nationalité palestinienne avec de solides garanties et suite à un référendum, côté israélien pour le moins, décident l'absorption du territoire israélien (« volé quelques que quatre vingt ans plus tôt) par un état palestinien souverain laïque démocratique écologiquement et économiquement viable.

A supposer que par la même occasion, il n'y ait pas aussi absorption de l'artificielle Jordanie (créée par les Britanniques par intérêt politico-économique), alors qu'elle est essentiellement peuplée de Palestiniens originaires de l'Ouest du Jourdain. N'en déplaise à l'arrière-petit-fils (d'ascendance en fait hachemite-saoudienne donc) du traître et gourmand récent (1946) Abdallah 1^{er} (par la sus-dite grâce britannique), un des principaux responsables de la survie de la jeune entité sioniste en 1948, lors d'une guerre pas vraiment initiée par les Arabes qui avaient totalement raison de s'opposer à la résolution insensée et injuste. Alors donc que l'absorption de la Jordanie économiquement serait l'idéal, et politiquement également, pour les Palestiniens.

C'est vu sous cet angle qu'il ne faut surtout pas qu'un traité de paix reconnaisse à jamais la légitimité de l'illégitime et inéthique ligne verte. A supposer que ce traité de non agression reporte, faute de mieux, à l'échéance suivante, parce qu'elle sera annoncée, l'inaliénable droit sacré au retour.

Comment y parvenir ? Pas d'abord en allant courageusement servir de bouclier humain pour la cueillette des olives ou autres, ce qui, année après année, semble perdre de son efficacité, vu l'inhumanité arrogante et l'immunité croissante de l'assassine Tsahal. Pas d'abord non plus en organisant des soirées d'informations pas inutiles, voire quelque peu recrutrices, mais où la majorité des participants arrive à la fois pré-convaincue, mais probablement ignorante des textes et contextes des résolutions 181, 194 et 273, ainsi que l'hypocrite déclaration d'indépendance d'Israël encore non concrétisé.

Une autre regrettable réalité qui rend donc concrètement impossible, du moins au départ, à ces pré-convaincus de participer didactiquement à des équipes nationales hebdomadairement tournantes qui, d'une part, surveilleraient les médias et autres forums y attendant, et, d'autre part, harcèleraient leurs politiciens nationaux rien que pour leur faire connaître didactiquement toujours les textes et contextes sus-évoqués et, les fruits de la sus-

dite surveillance ; c'est-à-dire la différence entre la désinformation officielle de médias majoritairement sous influence juivo-sioniste et la réalité quotidienne du terrain que les militants palestiniens, grâce à Internet, peuvent nous faire connaître quotidiennement sans qu'il soit nécessaire d'investir temps et argent en allant aléatoirement sur place. Tout en démontrant à ces mêmes militants palestiniens et aux Palestiniennes et Palestiniens de tous âges en général que, non, nous ne les oublions pas. Et qu'au contraire, quotidiennement, nous nous battons pertinemment pour eux. Y compris en boycottant les produits israéliens et en faisant parvenir de l'argent aux familles pauvres palestiniennes.

Alors que la « communauté internationale » est un mythe et que, si ce n'était pas le cas, elle serait impuissante face au veto d'un président usaméricain sous la coupe de l'AIPAC, la « sape joyeuse » comme dit la promiseuse IJAN (International Jewish Anti-zionist Network) du sionisme et de ses fondements tout aussi mythiques devrait être logiquement la priorité des priorités. En espérant que les associations « pro-palestiniennes » ou se croyant tels qui ne sont pas encore pour la disparition à moyen terme de l'entité sioniste artificiellement et mensongèrement constituée comprennent au plus vite leur illogisme et leur erreur.

La situation est de plus en plus difficile, et le mot est très faible, voire souvent décourageante, mais la résistance sous formes diverses, est bien là, même avec ses excès parfois très regrettables. Donc l'espoir reste, car on n'a jamais vu un peuple occupé ne pas finir par triompher.

[Un palestinophile français](#)

6-4 Conférence internationale portant sur le rôle de la religion dans le monde actuel.

Conférence internationale portant sur le rôle de la religion dans le monde actuel, à l'initiative de la Fondation pour le dialogue entre les civilisations, le Centre d'Oslo pour la paix et les droits de l'Homme, et le Club de Madrid, qui regroupe d'anciens présidents et Premiers ministres.

« Pour résoudre les problèmes du monde demeure un principe essentiel celui de répondre à la revendication de justice » c'est ce qu'a affirmé aujourd'hui mardi, le guide suprême de la révolution islamique, Ali Khamenei.

Khamenei a qualifié « de facteur essentiel le dialogue et l'interaction » pour « lever les ambiguïtés et se comprendre mutuellement » ajoutant : « les amères réalités de ce monde, comme la guerre, la faim et la violation des droits de l'Homme prennent leurs racines dans des facteurs comme les égarements du pouvoir et davantage de exigences, et c'est en ce sens que tout effort visant à résoudre ces problèmes doit avoir comme principe essentiel de répondre à une revendication de justice et de lutte contre l'injustice. »

Au cours de cette rencontre, Khamenei a déclaré que le dialogue était nécessaire pour dissiper les malentendus et promouvoir le dialogue entre les peuples.

"Face à ces phénomènes néfastes, il faut fonder un ordre mondial basé sur la justice et la lutte contre l'oppression", a-t-il souligné.

Khamenei a évoqué, ensuite, le sort tragique des peuples, palestinien, afghan et irakien, pour en conclure que ces tragédies trouvaient leur origine, d'une part, dans l'absence de dialogue et d'autre part, dans l'hégémonie des grandes puissances.

C'est en ce sens, selon le guide suprême que le colonialisme et le mépris affiché par les grandes puissances, à l'égard des peuples musulmans et des autres nations, sont également à l'origine des problèmes d'aujourd'hui.

"Nous ne considérons pas les générations actuelles occidentales comme responsables des actes commis par les générations d'hier, mais nous constatons, malheureusement, que les dirigeants actuels des grandes puissances occidentales poursuivent les mêmes politiques hégémoniques, pour imposer leur domination au reste du monde et bafouer les droits des peuples.", a-t-il souligné.

Khamenei a qualifié d'important et nécessaire les échanges d'idées, la poursuite des rencontres, le dialogue car permettant de jouer un grand rôle et de produire un climat de confiance entre les peuples et les nations.

« Mais ces activités ne sont ni suffisantes ni efficaces pour mettre un frein à l'ambition désastreuse de ceux qui convoitent le pouvoir dans le monde et pour mettre un terme aux actuelles épreuves qui sont engendrées par l'être humain, et c'est pourquoi d'autres facteurs doivent être pris en considération » a déclaré le guide suprême

Aux côtés de Kofi Annan se trouvaient ainsi les anciens Premiers ministres italien Romano Prodi, norvégien Kjell Magne Bondevik, français Lionel Jospin, ainsi que les ex-présidents irlandais Mary Robinson, portugais Jorge Sampaio et de la confédération suisse Joseph Deiss.

Au cours de cette conférence, axée sur "la religion dans le monde moderne", les anciens responsables occidentaux ont tous affirmé que cette conférence avait exclusivement pour objectif de contribuer au dialogue entre les cultures, notamment en matière de religion.

L'ancien Premier ministre norvégien a critiqué le recours à l'"axe du mal" par le président américain George W. Bush, qui regroupait l'Iran, l'Irak et la Corée du nord.

Mary Robinson a appelé à un renforcement du "dialogue entre les leaders politiques et religieux pour prévenir les conflits et les tensions dans le monde".

Elle a aussi appelé "au respect des minorités religieuses".

Pour sa part, M. Annan, secrétaire général de l'ONU de 1997 à 2006, a critiqué "les politiciens opportunistes qui prononcent des paroles extrémistes pour se faire élire".

"L'extrémisme n'a pas pour origine la religion mais ceux qui utilisent les religions", a-t-il dit.

13 Octobre.

<http://www1.irna.ir/fr/news/view/line-41/0810152206022806.htm>

6-5 Le scandale Salah Hammouri.

Salah Hammouri est ce jeune franco-palestinien, emprisonné durant plus de trois ans, condamné par un tribunal militaire israélien sans preuves à sept ans de prison à l'issue d'un procès où l'utilisation des « aveux » rappelle de sinistres souvenirs. Hammouri reste inconnu pour de nombreux français.

Alors que la mairie de Paris et le gouvernement français se mobilisent pour les « otages », et en premier lieu pour le soldat franco-israélien Gilad Shalit, le silence autour du cas de Hammouri a quelque chose d'exemplaire, comme l'explique dans un article d'une page de Libération Christophe Ayad, « Israël : un Français aux oubliettes » (18-19 octobre 2008) - je n'ai pas trouvé l'article sur le site de Libération, hasard ? J'en reproduis donc de longs extraits.

« Salah Hammouri a été arrêté le 13 mars 2005 sur la route de Ramallah. Deux heures plus tard, la police israélienne retournait l'appartement de ses parents, à Jérusalem-Est, à la recherche de preuves. Ils ont tout retourné, saisi le disque dur de son ordinateur. Ils sont allés jusqu'à démonter les lavabos, se souvient Denis Hammouri, la mère de l'étudiant en sociologie de l'université de Bethléem. Pendant que son fils est détenu pendant trois mois à la prison de la Moskobieh, à Jérusalem, elle apprend dans la presse qu'il est censé avoir participé à un complot visant à assassiner le rabbi Ovadia Yossfe, chef spirituel du parti Shas (ultra-orthodoxe séfarde). Il est aussi accusé d'appartenir au FPLP. Pendant les trois années qui suivent, Salah Hammouri est maintenu en détention administrative, comme la grande majorité des 11 600 prisonniers palestiniens, c'est-à-dire sans supervision de la justice civile. La routine en Israël. »

Pourquoi a-t-il avoué ?

C'est que le procureur lui a proposé un marché. *« Si Salah reconnaît les faits, il prendra sept ans de prison : sinon ce sera quatorze. Le dossier est pourtant mince : aucune preuve matérielle, ni armes, ni mails, ni plan, ni écoutes. Les seules "preuves" sont les témoignages, aussitôt rétractés, de détenus palestiniens et l'aveu de Salah, qui a reconnu être passé devant la maison du rabbin avec un ami, accusé lui aussi. L'avocate conseille à la famille d'accepter, car les juges militaires suivent toujours les réquisitions. En tant que Palestinien de Jérusalem, Salah n'a droit à aucune remise de peine. Il ne peut faire appel. »*

Jusque-là, il faut le dire, rien que de très banal pour un Palestinien. N'oublions pas que la Palestine occupée compte sans doute le plus grand nombre de prisonniers politiques du monde ; que la torture est d'usage courant ; que les détentions sans jugement le sont aussi ; que la majorité des jeunes hommes, à un moment ou à un autre, passe par les prisons israéliennes ; que ces centaines de mineurs et de femmes sont aussi emprisonnés.

« Ce qui est scandaleux dans cette affaire, c'est le silence assourdissant des autorités françaises. Dès la condamnation, souligne Christophe Ayad, les autorités françaises se retrancheront systématiquement derrière la décision de justice et derrière cet aveu de culpabilité. Dans un courrier, Rama Yade va jusqu'à reprocher à Salah Hammouri de ne pas avoir exprimé de "regrets". Lors de sa rencontre avec Denise Hammouri, fin mai, la secrétaire d'Etat aux droits de l'homme semble découvrir l'affaire. L'ambassadeur spécial des droits de l'homme, François Zimmeray est aux abonnés absents. Tout comme l'Elysée. »

Un mot sur François Zimmeray. Cet ancien député européen socialiste s'est tellement aligné sur les positions israéliennes au début des années 2000 que le Parti socialiste, peu suspect pourtant de pencher en faveur des Palestiniens, a finalement décidé de ne pas le représenter aux élections de 2004. Mais Nicolas Sarkozy l'a récupéré. (une recherche rapide sur Google permet de trouver les déclarations de ce personnage).

En conclusion, Christophe Ayad souligne que l'Elysée, qui a trouvé le temps de recevoir les parents de Gilad Shalit, n'a pas trouvé le temps pour recevoir Denise Hammouri. *« Une tiédeur qui contraste avec les mots de réconfort du père de Gilad Shalit, qui avait su trouver les mots pour répondre à la lettre que lui avait envoyé Denise Hammouri en souhaitant la libération de leurs deux enfants. »* Notons que l'ancien député communiste Jean-Claude Lefort vient de créer [un comité de soutien à Salah Hammouri](http://www.info-palestine.net/article.php3?id_article=5234)

20 octobre

http://www.info-palestine.net/article.php3?id_article=5234